

***l'Anti*capitaliste**

n°441 | 6 septembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE À UN POUVOIR FRAGILISÉ MAIS À L'OFFENSIVE



**VIVE LA RENTRÉE
DE CLASSE!**

Dossier

**UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ 2018**

Pages 6, 7, 10 et 12



ÉDITO

Ni oubli ni pardon
Page 2

ACTU POLITIQUE

**France insoumise: devenir
«responsables»... à tout prix?**
Page 4



ACTU INTERNATIONALE

**Syrie: Idlib, prochaine cible
du régime Assad et de ses alliés**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Emma
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Ni oubli ni pardon

Le 5 juin 2013, Clément Méric, 18 ans, militant à l'AFA et à Solidaires étudiant-e-s, tombait sous les coups de fascistes dans les rues de Paris. 5 ans plus tard, le procès des assassins vient de débiter, rappelant que les meurtres d'extrême droite ne font pas partie du passé, ni ne sont l'apanage de certaines lointaines contrées. Le contexte dans lequel se déroule ce procès est, à bien des égards, pire que celui dans lequel Clément avait été assassiné. En France, l'extrême droite a de nouveau atteint le second tour de la présidentielle, avec 34 % des voix – contre 18 % en 2002 –, et les groupuscules fascistes s'affirment et gagnent en visibilité. À l'échelle européenne, l'extrême droite n'est plus « seulement » aux portes du pouvoir, mais bel et bien au pouvoir en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en Italie... et elle donne de plus en plus le ton quant aux politiques de l'UE, notamment en ce qui concerne le refus de l'accueil des migrantEs. Les démonstrations de haine se multiplient, qu'il s'agisse des récentes manifestations fascistes à Chemnitz, en Allemagne, ou de la prolifération des agressions racistes en Italie. Le tout dans un contexte international marqué par un renforcement des logiques autoritaires au sein des démocraties parlementaires, et par un approfondissement de la crise économique, dont les tragiques conséquences servent de carburant aux courants d'extrême droite, toujours prompts à monter les victimes du capitalisme les unes contre les autres.

Nous étions parmi les milliers qui scandaient, lors des manifestations consécutives à la mort de Clément, « Ni oubli ni pardon ». Non, nous n'avons pas oublié. Non, nous n'avons pas pardonné. Nous réitérons notre soutien à la famille, aux amiEs et aux camarades de Clément, et participerons aux différentes initiatives organisées à l'occasion du procès. Et au-delà, nous n'oublions pas ceux qui, par leurs politiques antisociales, par l'adoption de la rhétorique et des propositions de l'extrême droite, par leur complaisance à l'égard des courants réactionnaires, ont favorisé, et favorisent encore le regain d'influence et de confiance de la bête immonde.

Ne rien lâcher face à l'extrême droite. Lutter sans relâche contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie. Accueillir les migrantEs, touTEs les migrantEs. Défendre une liberté de circulation et d'installation inconditionnelles. Se battre contre l'homophobie, le sexisme, pour une réelle égalité des droits. Refuser le fatalisme et la résignation. Défendre, encore et toujours, la perspective d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation et des oppressions. À la mémoire de Clément, et de touTEs les autres. No pasarán!

BIEN DIT

« Je ne jouerai pas en Israël la semaine prochaine. Mes excuses aux fans que je laisse tomber et à l'équipe du festival, mais soutenir les opprimés à travers mon absence est, pour moi, plus important, en particulier après les récentes atrocités commises par le gouvernement [israélien]. »

HENRY LAUFER dit « SHLOHMO », artiste états-unien, annonçant sa décision de ne pas participer à un festival de musique en Israël, 1^{er} septembre 2018.

À la Une

Vive la rentrée de classe!

En cette « rentrée » sociale et politique, le pouvoir est en pleine interrogation. Sous bien des aspects, il semble fragilisé, porté par une base sociale de plus en plus faible... Mais assurément, il veut continuer à frapper fort...

Le Jupiter-colosse aux pieds d'argile?

Dès le mois de juillet, le discours de Macron sur le « nouveau monde » en a pris un sacré coup. Avec l'affaire Benalla, le jeune personnel du pouvoir et de ses arcanes a de bien vieilles mœurs qui ne sont pas sans rappeler les barbouzeries des hommes de main divers et variés qu'ont toujours utilisés ceux d'en haut. Une éclatante démonstration qu'« ultra-libéralisme et autoritarisme marchent main dans la main... »

C'est aussi la saison des failles économiques. Les caisses des riches continuent à se remplir de façon indécente, mais la croissance connaît « un gros coup de frein » (dixit les Échos qui s'y connaissent en matière de bonne politique pour les capitalistes...): les prévisions tablent sur à peine 1,4%, alors que les grands argentiers du gouvernement assuraient que l'on se situerait au-dessus des 2%.

Logiquement, les contradictions profondes de Jupiter-président n'ont pas manqué de faire naître des désillusions. Ainsi la démission de Hulot est d'abord un premier aveu: la politique de Macron est incompatible ne serait-ce qu'avec un léger saupoudrage verdâtre... Avec ce mini-remaniement (et le départ surprise d'une autre « personnalité d'ouverture »), l'état-major n'est donc pas complètement en ordre de bataille.

Enfin, tout cela affecte les « réformes » de combat pour lesquelles ce gouvernement a été élu. Ainsi, le cafouillage autour du prélèvement à la source n'est pas tant l'illustration de problèmes techniques que de difficultés politiques à imposer une réforme qui n'est populaire ni auprès des patrons, ni auprès de l'administration fiscale, ni auprès des contribuables qui vont voir leur feuille de paye drastiquement réduite.

Mais ça continue encore et encore...

L'agenda de choc du gouvernement va continuer à s'appliquer ces prochains

mois. Parmi la foulditude d'offensives réactionnaires, trois illustrations. D'abord la sortie récente du rapport CAP 22 qui, après des années de saignées dans la fonction publique, annonce une offensive sans précédent sur les services publics et celles et ceux qui les font fonctionner. Au-delà de la suppression des emplois aidés (déjà plus de 260 000), 30 milliards d'économie sont préconisés dans ce rapport destiné à préparer les esprits à une remise en cause fondamentale du service public. Refonte administrative, ouverture au privé, généralisation des contractuelEs, etc. Tous les secteurs vont être touchés. Revient aussi la question des retraites, la mère des batailles de tous les gouvernements libéraux, de gauche comme de droite. Attaque contre le régime de répartition, développement de la retraite à points, introduction de la capitalisation... avec comme conséquence des pensions de retraites de plus en plus réduites... ou des départs à la retraite toujours plus tardifs. À l'opposé du discours sur l'égalité de traitement, ce sont bien les inégalités qui vont exploser pour l'ensemble du monde du travail.

Enfin, l'odieuse politique de Macron sur la question des migrantEs. Certes, la concurrence est rude au vu des dégueulasseries défendues par le gouvernement italien ou par le Premier ministre hongrois. Mais Macron, qui veut aujourd'hui se poser en opposant à ces tristes ultra-réacs, n'a en réalité rien à proposer. Si ce n'est la récente loi asile-immigration qui a drastiquement durci les conditions d'accueil, ou son mutisme mi-août sur le sort de l'Aquarius, suivi d'une sortie du silence... pour que Malte accueille les 141 migrantEs qui étaient à son bord! Pourtant le rapport du HCR publié lundi est là pour nous rappeler qu'« aujourd'hui, « une personne sur 18 tentant la traversée par la Méditerranée centrale meurt ou disparaît en mer, tandis que c'était une personne sur 42 au cours de la même période de 2017 ». La politique de l'État français reste bien criminelle.

Unitaire, radical, anticapitaliste

Après le mouvement du printemps dernier, il reste à construire une opposition sociale et politique afin d'infliger une défaite à Macron.

Les directions syndicales ne sont pas en ordre de bataille, loin s'en faut, mais une première date existe, le mardi 9 octobre, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, des organisations de retraitéEs, d'étudiantEs et de lycéenEs... Il faudra aller plus loin qu'une seule journée de grève, mais ce premier test de l'après-printemps est une marche à ne pas rater.

De plus, si la mobilisation des secteurs public et privé reste dispersée, si celle-ci reste aujourd'hui trop faible pour créer un rapport de forces plus favorable à notre camp, des points d'appuis existent: ainsi les cheminotEs, battus mais pas défaits, en grève le 18 septembre; ainsi la nouvelle journée de manifestation des Ford à Bordeaux le samedi 22 septembre (pour ne citer que ceux-là). Enfin, la construction d'une opposition digne de ce nom à Macron signifie aussi de nécessaires clarifications politiques. Comment défendre l'accueil des migrantEs si, comme le dit la direction de La France insoumise, c'est pour l'accompagner d'une grande confusion idéologique qui conduit à refuser ici l'ouverture des frontières... et à soutenir ailleurs Sahra Wagenknecht (coprésidente du groupe parlementaire de Die Linke au Bundestag) et son nouveau mouvement « Aufstehen », auteure de déclarations tout à fait réactionnaires sur les migrantEs? Comment « défendre l'emploi » si l'on se refuse, comme l'ensemble de la gauche, à prendre des mesures radicales pour récupérer l'argent des aides publiques et à interdire aux actionnaires et aux grandes compagnies les fermetures d'usines, les prétendus « plans de sauvegarde de l'emploi », les licenciements? Après des semaines difficiles pour Macron et ses sbires, la clé de la situation reste bien la construction d'une unité d'action ferme contre ce gouvernement. TouTEs ensemble, le slogan du printemps dernier « Même Macron, même combat! » doit continuer à résonner en cette rentrée.

Manu Bichindaritz



FISCALITÉ

Prélèvement à la source: une histoire sans fin

Depuis quinze jours, une cacophonie sans précédent se déroule sur la mise en place ou non du prélèvement à la source. Derrière les raisons techniques, la politique est à la manœuvre.

L'idée du prélèvement à la source n'est pas nouvelle. Elle est discutée, envisagée depuis la Seconde Guerre mondiale, sans grand succès pour ceux qui la défendaient (et ils ont été nombreux) jusqu'à aujourd'hui. À chaque fois, la même raison a été mise en avant, celle de la complexité technique. Macron, s'il recule (à l'heure où nous écrivons ces lignes la décision n'est pas encore

prise), ne sera donc pas le premier, mais cela risque d'être un aveu de fragilité politique important, dans une période de crise politique et alors que le prélèvement à la source doit être effectif officiellement dans 4 mois. Rappelons-nous que c'est au nom de la simplification, d'un meilleur recouvrement et de la modernité que le quinquennat Hollande a, en plein ras-le-bol fiscal, acté la mise en place du prélèvement à la source.

Avec l'arrivée de Macron au pouvoir, la réforme a été reportée d'un an pour être ensuite adoptée.

Usine à gaz

Le prélèvement à la source n'est pas une réforme de fond de l'impôt sur le revenu. C'est avant tout une réforme du paiement et de la collecte de l'impôt, qui sera désormais réalisée par un tiers (employeurs, caisses de retraites...). Tout devait être simple,

mais c'était oublier que notre système fiscal, comprenant entre autres quotient conjugal et quotient familial, est unique en son genre. Tout comme a été oublié qu'aujourd'hui, avec la loi travail, les licenciements et la précarité sont plus importants et les situations individuelles peuvent changer très vite au cours d'une même année. Et tous ces changements de situation individuelle ne seront pris en compte que quelques mois après, à condition que le contribuable prenne l'initiative de demander un nouveau calcul de son taux... À tout cela s'ajoute le fait que les crédits d'impôts et les réductions d'impôts se feront également attendre. Nous sommes donc loin très loin de la simplification, mais très près d'une colère de plus en plus importante des contribuables et usagerEs face à une véritable usine à gaz et à une baisse de leur salaire net dès la fin janvier.

Un monde à changer

MARX BOUGE ENCORE. Il y a 200 ans naissait Karl Marx. Ses analyses, notamment économiques, ont été des milliers de fois dénoncées par les penseurs de la bourgeoisie. Cependant, de temps en temps, surtout en période de crise, certains, plus lucides, s'avisent d'y faire référence. En France, un des spécialistes de ce « marxisme » à l'éclipse est l'économiste Patrick Artus, par ailleurs chef des études économiques de la banque d'affaires Natixis.

En février 2018, dans une note intitulée *La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Marx*, il met en garde les lecteurs des bulletins de la banque contre les risques des bulles financières et la baisse sans fin des salaires – ce qui n'empêche pas le même Artus de considérer dans d'autres textes que les salaires industriels français sont trop élevés. En mars 2018, poursuivant dans la même veine, Artus rappelle à sa façon que la lutte des classes existe, dans un livre intitulé *Et si les salariés se révoltaient* (Fayard). Et le 29 août dernier, il creuse le même sillon dans une interview à *Libération*. Quelques extraits :

« Partout, les emplois qui paraissaient autrefois solides disparaissent au profit de jobs de plus en plus précaires et mal rémunérés [...]. Les salariés doivent accepter le blocage des salaires dès lors que leurs entreprises subissent une baisse de régime de croissance. Mais à l'inverse, ils ne perçoivent rien lorsque le beau temps revient [...]. Les

actionnaires s'efforcent de préserver coûte que coûte dividendes et rendement du capital [...]. Chacun constate que les groupes les plus favorisés par les réformes fiscales sont ceux qui ont déjà accaparé la plus grosse part du gâteau [...]. Là où Marx avait raison, c'est lorsqu'il prévoyait la dynamique du capitalisme. En fait, la baisse de l'efficacité des entreprises qui résulte de la baisse de la croissance de la productivité globale des facteurs de production que sont le capital et le travail aurait dû entraîner une diminution du rendement du capital productif. Mais nous constatons le contraire : une augmentation de ce rendement qui frôle les 7%. Ce miracle est réalisé grâce à la compression des salaires. Et les entreprises ont pu augmenter leur marge, notamment grâce à l'affaiblissement du pouvoir de négociation des travailleurs et à une série de réformes du marché du travail. »

Il ne faut pas se faire d'illusions, Artus ne s'est pas transformé en combattant de la lutte des classes. Mais, outre nous fournir quelques arguments contre le capitalisme actuel, ce genre de déclarations rappelle la dimension scientifique de l'analyse du capitalisme par Marx. Pour le reste, Daniel Bensaid, dans son introduction à *Marx [mode d'emploi]* (La Découverte) mettait en garde contre les hommages à « un Marx sans communisme ni révolution » qu'il qualifiait « [d']hommages du vice à la vertu ».

ARGENTINE Explosion de colère étudiante après les attaques du FMI contre l'université

Le point de départ de la lutte a été la proposition du gouvernement d'augmenter les enseignants de seulement 10 %, alors que l'inflation devrait atteindre les 40 % pour 2018. Face à cela, ce sont des dizaines de milliers d'enseignants et d'étudiants qui manifestent depuis deux semaines, alors que les enseignants sont en grève depuis un mois.

Mobilisation... et répression

Le mouvement, quoique national, connaît des développements particuliers : de peur de « réveiller » le mouvement étudiant de Buenos Aires, et notamment des deux universités les plus importantes (La Plate et l'UBA), le gouvernement a décidé de ménager celles-ci et de faire peser les coupes budgétaires sur les universités de province. Résultat : dans ces universités, des assemblées générales massives se développent. À Jujuy, dans le nord du pays, près de 1500 étudiants se sont réunis le 28 août ; à Córdoba, l'université est occupée par les étudiants qui étaient aussi 1500 en assemblée générale. La fac a été évacuée il

Alors que les Argentins font face aux terribles plans d'ajustement du FMI, qui risquent de faire plonger le pays dans une nouvelle crise 17 ans après celle de 2001, c'est le mouvement étudiant qui a pris la tête de la lutte contre ces plans, qui s'applique de manière très dure dans l'enseignement supérieur.



DR

Il y a une semaine par la police, mais cela n'a pas empêché les étudiants de réagir de plus belle en dénonçant la politique des gouverneurs provinciaux péronistes, aux mains du gouvernement, et des associations étudiantes pro-Macri, qui accompagnent les mesures d'austérité.

Un mouvement appelé à se massifier

Le mouvement se mesure aussi dans la rue : à Mendoza, sur la Cordillère des Andes, 15 000 étudiants ont manifesté lundi 27 août pour la « défense de l'université gratuite, laïque et publique », ou encore 3 000 à San Rafael dans la

même province. Partout, un slogan revient : « L'éducation publique ne se vend pas, elle se défend » ; une bannière derrière laquelle les étudiants remettent en cause la main basse faite par le FMI sur l'Argentine. Parmi les revendications des étudiants, des bourses intégrales financées par des impôts fortement progressifs sur les grandes fortunes, ou encore l'expropriation des logements vides pour une vraie politique de logement étudiant. Si, pour l'instant, le gouvernement tente de rester sur ses positions, le mouvement est encore appelé à se massifier, avec une nouvelle dynamique d'occupation des universités. Ainsi, la récente décision des étudiants de l'Université de Buenos Aires (UBA), l'université la plus prestigieuse du pays d'occuper la faculté de philosophie montre le dynamisme d'un mouvement qui est loin d'avoir dit son dernier mot. **Arthur Nicola**



Darmanin et Macron. DR

Une décision politique, pas technique

C'est depuis la Finlande, le 30 août, que Macron a indiqué qu'il avait « besoin d'être sûr de ce que nos concitoyens vivront le jour où on le mettra en place, si on le met en place », et a ainsi lancé la cacophonie de ces derniers jours autour du prélèvement à la source. Et pour ne pas faire passer cela comme un recul politique, des problèmes techniques majeurs et importants sont sortis du chapeau, contribuant ainsi à faire peur mais aussi à mettre dans sa poche l'opinion publique dans sa décision de ne pas faire. Son questionnement semble également ouvrir une crise interne dans son gouvernement, en particulier avec Darmanin, grand défenseur de la mise en place de la réforme. Mais c'est bien d'une décision politique qu'il s'agit. Depuis l'affaire Benalla, Macron est très fragilisé

et ses réformes de destruction sociale deviennent de plus en plus inacceptables pour la majorité de la population. Avec le prélèvement à la source, les salariés vont percevoir, fin janvier 2019, un salaire minoré de leur impôt. De quoi brouiller le message sur les effets bénéfiques de la baisse des cotisations sur les revenus du travail. Macron redoute que cette feuille de paie amputée provoque une baisse temporaire de la consommation, affaiblissant une croissance déjà plus faible que prévue. Et Macron semble donc peser le coût politique d'une telle réforme. C'est ce qu'il a confirmé, selon BFM TV, le 3 septembre, lors d'une visite à Laval où il aurait dit à deux élus locaux « Avec ça, on peut brûler un capital politique. [...] Ceux qui me poussent à faire cette réforme ne seront pas là demain pour me défendre ». À suivre. **Joséphine Simphon**

Le chiffre Un million

C'est, selon le comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale, le nombre d'Ouïgours, minorité musulmane de la région du Xinjiang, au nord-ouest de la Chine, qui seraient détenus dans des « camps d'internement ». Au prétexte de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, le pouvoir chinois a opéré des arrestations de masse et détient ces Ouïgours, ainsi que d'autres minorités musulmanes, sans charge ni procès, dans ces camps où ils seraient sujets à la torture et à la « rééducation » idéologique.



Agenda



Clément Méric (1994-2013)

L'EXTRÊME DROITE TUE FAISONS SON PROCÈS

DU 4 AU 14 SEPTEMBRE

5 ANS APRÈS LA MORT DE CLÉMENT ET À L'OCCASION DU PROCÈS DE SES AGRESSEURS

04/09 : rassemblement

à 18h30 rue Havre-Caumartin pour la pose d'une plaque à sa mémoire

07/09 : réunion publique

à 18h dans l'amphithéâtre du Parc de Belleville

11/09 : rassemblement

à 18h30 sur le Pont du Carrousel

14/09 : manifestation

à 18h30 place de la République

plus d'informations sur le site du Comité pour Clément : www.pourclément.org

Du vendredi 14 au dimanche 16 septembre, Fête de l'Humanité, Parc départemental de La Courneuve (93). Stand du NPA allée Louise-Michel

NO COMMENT

« Le défaut de consentement ne suffit pas à caractériser le viol. Encore faut-il que le mis en cause ait eu conscience d'imposer un acte sexuel par violence, menace, contrainte ou surprise. »

Extrait de l'ordonnance de non-lieu rendue le 16 août par un juge d'instruction parisien, saisi d'une plainte pour viol contre Gérard Darmanin.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARCOURSUP**20% des étudiantEs ne savent pas où ils étudieront cette année**

«Aucun élève ne sera sans affectation et les chiffres que l'on a nous laissent penser qu'il y aura de la place pour tout le monde»: voilà ce qu'affirmait **Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le 27 juin sur France 2.**

Deux mois plus tard, alors que sur les 638 000 étudiantEs supposés entrer dans l'enseignement supérieur cette année, 128 000 ne savent toujours pas ce qu'ils feront à la rentrée (parce que les vœux où ils sont acceptés ne les satisfont pas ou parce qu'ils n'ont aucun vœu accepté), la ministre continue ses allégations, en osant dire sur France Inter le 22 août que «si Parcoursup va plus lentement, c'est parce que l'on accompagne les jeunes sans affectation». L'ancienne présidente de l'université de Nice n'a décidément peur de rien!



DR

128 000 recalés par Parcoursup

En réalité, contrairement aux chiffres du gouvernement qui disent que seulement 11 000 étudiantEs seraient, au 3 septembre, sans formation, les chiffres sont beaucoup plus importants: de manière arbitraire, Parcoursup a classé 42 000 candidatEs comme étant inactifs (même si tous les jours le nombre d'inactifs change), et il faut savoir aussi que 75 000 candidatEs ont accepté une formation tout en restant sur une liste d'attente, espérant une filière qui leur corresponde plus. Au total, alors que la rentrée se déroule cette semaine dans de nombreuses filières, 128 000 étudiantEs ne savent pas ce qu'ils feront cette année. Certains ont déjà abandonné l'idée même de faire des études, comme cet étudiant interviewé par le *Huffington Post*, qui avoue qu'il va faire «une année sabbatique cette année». Dans toutes les facs, le nombre de «sans-facs» explose: à Nanterre, près de 250 cas ont été recensés par le comité de mobilisation contre la sélection, qui a organisé vendredi 31 août une première assemblée générale pour tenter de trouver des moyens pour forcer la fac à les inscrire, avec comme premier rendez-vous un rassemblement devant la présidence de la fac le mardi 4 septembre.

Vers un second round contre la sélection?

Dans les autres facs, comme Paris 1 - Tolbiac ou Toulouse - Le Mirail, les prérentrées sont l'occasion de recenser ces dossiers, qui risquent d'être très nombreux cette année. Marina, militante du NPA-Jeunes à Toulouse souligne aussi que «au-delà des sans-facs, de nombreux étudiants ont pris des formations par défaut. Au niveau de nos facs et nationalement, nous allons lutter pour faire abroger la loi ORE qui a officialisé la sélection à la fac, ce contre quoi nos aînés ont lutté en 1968 comme en 1986. Cependant, il faut aussi se rappeler que cette situation est le résultat d'années de disette budgétaire qui permettent aujourd'hui aux universités de refuser des étudiants sous prétexte de manque de budget. D'un côté on prend aux écoles et aux universités, et de l'autre on augmente le budget de l'armée d'1,8 milliard d'euros et on baisse les impôts sur les entreprises de 11 milliards d'euros: voilà la politique de Macron!» Alors que la rentrée du gouvernement est particulièrement mouvementée, c'est donc un second round contre la sélection qui pourrait s'amorcer dans les prochaines semaines.

Arthur Nicola

Lui-même le reconnaît: «Est-ce que nous avons commencé à réduire les gaz à effet de serre, l'utilisation des pesticides, l'érosion de la biodiversité, l'artificialisation des sols? La réponse est non.»

Hulot n'a servi à rien

Sur tous les sujets, la stratégie de Hulot aura prouvé son incapacité à changer les choses. Aucune victoire, même la plus petite, n'est à mettre à son actif. Pire: il a autorisé l'usine des 6500 porcs à Escoubès, facilité l'implantation des antennes relais, soutenu l'extension d'Euro Disney, relancé Europa City et approuvé la réforme de la SNCF qui réduit le fret ferroviaire à une peau de chagrin... Les paysans lui doivent l'arrêt des aides au maintien en bio. Il n'a pas interdit le glyphosate, comme au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas et à Malte. Et il a même prévu des dérogations à sa loi, au-delà des trois ans.

À cette liste non exhaustive, il faut ajouter qu'Hulot a reporté la fermeture de Fessenheim, accepté l'EPR, signé la baisse des budgets des agences de l'eau, validé les contournements autoroutiers de Strasbourg et de Rouen, sans parler du fait qu'il a soutenu les expulsions violentes de la ZAD de Notre-Dame-les-Landes et de Bure, légitimant ainsi la répression. Un symbole des renoncements et de reniements.

Des amitiés bien placées

Dans son interview sur France Inter, Hulot a timidement mis en cause le néolibéralisme, en expliquant qu'«on s'évertue à entretenir un modèle économique responsable de tous ces désordres». Pourtant, tout de suite après, c'était pour mieux déclarer son amitié à Macron et aux membres du

ÉCOLOGIE Nicolas Hulot: ministre biodégradable

Nicolas Hulot a annoncé sa démission sur France Inter le mardi 28 août. Au moment de faire les bilans, il est peu dire qu'il n'aura pas servi à grand chose.



gouvernement, en souhaitant tout faire pour ne pas leur nuire. Il faut sans doute y voir la contradiction principale de la stratégie de Hulot: adopter parfois des positions anti-libérales, tout en appartenant à des milieux capitalistes.

Deuxième ministre le plus riche du gouvernement après Pénicaud, il déclarait en 2017 plus de 7,2 millions de patrimoine. Le contrat passé en 1997 avec TF1 pour l'émission Ushuaïa lui a assuré plus de 30 000 euros par mois jusqu'en 2011 et il encaisse toujours, via sa société Eole Conseil, de l'argent sur chaque gel douche, déodorant ou shampooing

vendu. C'est sans nul doute pour ne pas nuire à ses amis, ceux qui ont tant fait pour la bonne santé de son compte en banque, que Hulot reste si complaisant envers le gouvernement et les capitalistes, et qu'il se contente d'exprimer sa tristesse de ne pas avoir su convaincre...

L'écologie n'est pas Macron-compatible

Après l'affaire Benalla, le départ de Hulot signifie l'effondrement d'un autre pan de la communication gouvernementale, révélant plus encore sa réalité antisociale, antidémocratique et productiviste.

Pourtant, dans un futur proche, cela ne va pas empêcher le gouvernement d'abroger la loi de transition énergétique, qui fixait pour 2025 l'objectif de 50% de nucléaire dans le «mix énergétique». EDF a déjà dicté ses propres conditions pour en rester aux 75% actuels, éloignant toute perspective de baisse du nucléaire: entre autres la construction de six EPR en plus de celui qui n'en finit pas à Flamanville, comme le préconise un rapport d'experts commandé par... Hulot.

C'est pourquoi, avec ou sans Hulot, l'important sera la capacité collective à se rassembler face aux destructions sociales et écologiques. La victoire à Notre-Dame-des-Landes a montré que les populations en mouvement sont porteuses d'alternatives. Elles expriment la volonté de vivre dans un monde débarrassé du productivisme et des diktats de la croissance, et ouvrent des pistes pour sortir du capitalisme.

Le samedi 8 septembre aura lieu une marche pour le climat dans plusieurs villes de France. Ce sera l'occasion d'y exprimer nos préoccupations écologiques, notre rejet de la logique capitaliste du profit à court terme et, à l'opposé des larmes de crocodiles versées par Hulot, notre volonté de nuire à ce gouvernement criminel. **Commission nationale écologie**

FRANCE INSOUMISE**Devenir «responsables»... à tout prix?**

«Européennes: La France insoumise se livre à quelques bougés»: tel est le titre d'un article publié dans *l'Humanité* suite aux «Amfis d'été» de la FI, organisés à Marseille du 23 au 26 août. Des «bougés» qui confirment que «l'insoumission» version Mélenchon s'oriente de plus en plus vers la quête de «respectabilité» et la revendication de «responsabilité». Tendances qui se vérifient malheureusement, entre autres, sur la question des migrantEs.

Invité aux «Amfis d'été» pour un débat autour de la question des retraites, le NPA a répondu positivement. Notre camarade Christine Poupin a insisté entre autres sur la nécessité d'organiser ensemble une riposte unitaire d'ampleur face aux projets ultralibéraux de la start-up Macron. Comme nous l'avions défendu lors de la contre-réforme de la SNCF.

De l'eau institutionnelle dans le vin insoumis

Une démarche qui ne signifie pas, bien au contraire, la négation des désaccords qui existent entre organisations. C'est pourquoi nous ne nous sommes jamais privés de critiquer les positions de la FI, et de confronter publiquement nos idées, notamment lorsqu'elles concernent des sujets qui font débat au sein de la gauche, qu'elle soit ou non anticapitaliste.

En ce sens, force est de constater que ce que certains ont salué comme un «bougé» de la FI sur les questions européennes est en réalité une étape supplémentaire dans la quête de respectabilité du mouvement. Une quête qui est passée cet été, entre autres, par l'invitation de députés de droite aux



«Amfis d'été», qui faisait suite à une prise de position singulière de Mélenchon au plus fort de l'affaire Benalla: «Quand il s'agit de protéger l'État et de faire respecter la norme républicaine, il y a une convergence avec la droite, je l'assume» (*Le Monde* des 20-21 juillet). Nous ne découvrons pas que Jean-Luc Mélenchon aspire à gouverner, mais de toute évidence il verse de plus en plus d'eau institutionnelle dans son vin «insoumis», quitte à opérer, en outre, un brusque changement de cap – critiqué en interne – sur la question de la rupture avec les institutions européennes, en abandonnant le «plan B» et en tendant la main à la «gauche» du Parti socialiste incarnée par Emmanuel Maurel.

On est bien loin des déclarations tonitruantes de septembre 2017 («Le retour de la tambouille, jamais!») et de l'hostilité aux «frondeurs» du PS (dont l'un des chefs de file était un certain... Emmanuel Maurel), à propos desquels Mélenchon affirmait après la présidentielle «[qu'] ils représentaient tout ce que les Français détestent» (sic).

Accueillir les migrantEs? «Oui mais...»

Prêts à renoncer à un pan essentiel de leur programme et à leur rejet de la «tambouille» pour s'allier avec l'un des ennemis désignés d'hier et se poser en majorité de gouvernance alternative, Mélenchon et la FI n'ont guère opéré de «bougé», en revanche, sur la question des migrantEs. Car tout en critiquant, à juste titre, la politique anti-migrantEs du gouvernement Macron, Mélenchon a réitéré, à plusieurs reprises cet été, son hostilité à la liberté de circulation et d'installation. Et de justifier cette position au nom de la «raison», entretenant ainsi le mythe selon lequel la France et l'UE n'auraient pas les moyens d'accueillir toutes celles et tous ceux qui, de façon contrainte ou

choisie, souhaiteraient s'y installer, alors qu'il ne s'agit que d'une question de choix politiques dans la mesure où il n'y a jamais eu autant de richesses produites... et de logements vides. Pire encore, Mélenchon utilise l'argument de l'utilisation de l'immigration clandestine, par la bourgeoisie, «pour faire pression sur les salaires et les acquis sociaux», accréditant l'idée d'une concurrence de fait entre travailleurEs français et étrangers et niant, volontairement ou non, la possibilité de combats communs contre le patronat.

Une perspective à laquelle nous n'avons pas renoncé et que nous continuerons, avec bien d'autres, de défendre, au sein d'une Europe dans laquelle les vents mauvais soufflent de plus en plus fort. Tout en proposant, ici et maintenant, que se constituent des fronts regroupant toutes celles et tous ceux, et nous savons qu'ils et elles sont en nombre à la FI, qui refusent de rester passifs face à l'entreprise de destruction méthodique de l'ensemble de nos acquis sociaux, et qui ne comptent pas attendre 2019 pour mettre une claquette à Macron. **Julien Salingue**

Les classes populaires sont les plus touchées. À la fin de l'année 2017, quelque 13,1 millions de personnes en Syrie avaient besoin d'aide humanitaire, tandis que plus de 80 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2018, plus de 920 000 personnes ont été déplacées de force en Syrie, un chiffre record depuis le début du conflit. Pour rappel, plus de la moitié de la population du pays a été déplacée en raison de la guerre, en grande majorité à cause des attaques du régime Assad et de ses alliés. Le tout sans oublier les réfugiés syriens dans les pays voisins, dont la vie est caractérisée par la pauvreté, l'exploitation et les discriminations.

Une région déjà meurtrie

Après la reconquête de la province de Dar'a au début de l'été, la province d'Idlib est désormais dans le viseur du régime Assad qui, fort du soutien aérien crucial de son allié russe et de l'assistance militaire de la République islamique d'Iran et des milices chiites qui lui sont liées, a accumulé les victoires et repris plus de 60 % du pays. La province d'Idlib, qui abrite actuellement entre 2,5 et 3 millions de personnes, dont 1,5 million de déplacés, est contrôlée majoritairement par la coalition jihadiste Hayat Tahrir Sham (HTS), qui a imposé ses propres institutions autoritaires et réprimé violemment des réseaux activistes et des organisations de la société civile. La région d'Idlib a subi depuis de nombreuses années des bombardements meurtriers des forces aériennes russes et du régime, alors qu'elle faisait partie d'une « zone de désescalade » conclue entre la Russie, l'Iran et la Turquie en septembre 2017. Idlib a notamment

SYRIE Idlib, prochaine cible du régime Assad et de ses alliés

Plus de sept ans après le début du soulèvement populaire syrien, qui s'est progressivement transformé en une guerre meurtrière à caractère international, la situation dans le pays est catastrophique à tous les niveaux.



AMNESTY INTERNATIONAL

subi 38 attaques contre ses infrastructures médicales durant les six premiers mois de 2018. La région a également souffert de violents affrontements entre le HTS et des groupes armés rivaux, y compris la coalition salafiste Jabhat Tahrir Suria (dont les éléments principaux sont Ahrar al-Sham et Nureddin al-Zinki), provoquant le rejet et l'hostilité des populations locales contre ces forces réactionnaires. Ces groupes ont également commis d'importantes violations de droits humains contre les populations locales.

Inquiétude des ONG

Malgré ces conditions, des actions de résistance civile se sont régulièrement poursuivies contre l'autoritarisme de HTS, dans lequel les

femmes ont joué un rôle important, et en opposition au régime Assad. Les forces armées turques ont établi une présence significative dans la province d'Idlib, avec 12 postes d'observation militaire. Erdogan a demandé à plusieurs reprises à son homologue russe d'empêcher une intervention militaire de l'armée syrienne à Idlib. Cela semble néanmoins resté vain, à mesure que le régime Assad multiplie les menaces sur cette région et amasse ses troupes en sa direction. Damas a d'ailleurs déjà repris des villages à la périphérie sud-est d'Idlib, à la faveur d'une opération menée fin 2017. En même temps, la Russie a consolidé sa présence militaire au large de la Syrie, disposant désormais du plus gros contingent naval depuis le début du conflit. Moscou a

également déclaré que le gouvernement syrien avait parfaitement le droit de chasser les « terroristes » d'Idlib et que des pourparlers sur la création de couloirs humanitaires étaient en cours. Les organisations humanitaires et les ONG s'inquiètent d'une offensive militaire du régime Assad contre Idlib, qui pourrait faire jusqu'à 800 000 déplacés parmi les civils, qui vivent déjà dans des conditions précaires. Deux millions d'habitants dépendent de l'aide vitale livrée depuis la Turquie, et les combats pourraient provoquer un exode massif.

Continuer à s'opposer à Assad et ses crimes

Tout en affirmant leur opposition à la coalition jihadiste du HTS et d'autres groupes armés réactionnaires à Idlib, les progressistes doivent s'opposer aux bombardements et aux menaces d'offensive militaire du régime et de ses alliés étrangers contre Idlib, où des millions de civils résident ou ont trouvé refuge. Un chèque en blanc donné au régime Assad et à ses crimes serait un nouvel abandon des classes populaires syriennes et de leur résistance héroïque, ce qui augmenterait inévitablement le sentiment d'impunité de tous les États autoritaires et despotiques de la région, et les encouragerait à écraser leurs populations si elles devaient se révolter.

Joseph Daher

PSYCHIATRISATION DES LGBTI

Le pape François est-il homophobe ?

La question peut prêter à sourire, et pourtant c'est celle que se sont posée très sérieusement de nombreux journalistes suite aux déclarations du pape le 26 août.

À un journaliste qui lui demandait ce qu'il fallait dire aux parents qui découvrent que leur enfant est homosexuel, le pape a ainsi répondu : « Je leur dirais premièrement de prier, ne pas condamner, dialoguer, comprendre, donner une place au fils ou à la fille. Quand cela se manifeste dès l'enfance, il y a beaucoup de choses à faire par la psychiatrie, pour voir comment sont les choses. C'est autre chose quand cela se manifeste après vingt ans. Ignorer son fils ou sa fille qui a des tendances homosexuelles est un défaut de paternité ou de maternité ».



Étonnant, vraiment ?

Le Parisien a même titré « Les propos étonnants du Pape François ». Étonnants pour qui au juste ? Certainement pas pour les centaines de milliers de personnes LGBTI qui subissent dans le monde des thérapies de conversion. Aux États-Unis, ce sont presque 700 000 personnes qui ont subi des thérapies de ce type, dont la moitié alors qu'ils et elles étaient mineurs¹. Dans les deux tiers des diocèses étatsuniens est implantée l'association Courage, qui promeut des moyens pour contenir l'homosexualité, avec la bienveillance de la hiérarchie catholique². Les personnes LGBTI n'oublient pas non plus la « Manif pour tous » et n'oublient certainement pas la position officielle de l'Église catholique qui n'a pas changé depuis 1990, et ce malgré la prétendue ouverture du pape sur le sujet : « Les actes d'homosexualité sont intrinsèquement désordonnés » (article 2357 du Catéchisme de l'Église catholique) et « les personnes homosexuelles sont appelées à la chasteté » (article 2359).

Une « tendance »... à corriger

L'utilisation du terme « psychiatrie » fait écho aux heures sombres des traitements des personnes aux « tendances homosexuelles ». Ce terme a rappelé qu'il y a moins de 50 ans on soignait par électrochocs celles et ceux que l'on considérait comme invertis. On en oublierait presque que la psychiatrie est toujours une réalité pour de nombreuses et nombreux mineurs que les parents veulent « soigner ». Pour ne pas se donner cette image, dans le compte-rendu du Vatican, le terme « psychiatrie » a disparu pour ne pas dénaturer la pensée du pape. Nous avons mal compris : il voulait en fait parler de « psychologie ». La réalité, c'est que ça ne change strictement rien. Derrière l'idée d'envoyer un enfant voir un psy parce qu'il est homo se cache l'idée bien répandue que l'ordre naturel serait d'être hétérosexuel et qu'être autre chose serait une déviation, qu'on pourrait certes comprendre ou admettre, mais une déviation quand même. C'est aussi ce qu'il faut comprendre avec les termes « tendances homosexuelles » : ce n'est pas une orientation à part entière, mais une « tendance » qui, en s'y prenant tôt, pourrait être corrigée. C'est pour cela aussi que le pape fait la différence entre un adulte et un enfant homosexuel. Qu'importe donc si François voulait dire psychiatrie ou psychologie, l'homophobie du pape et de l'Église catholique est criminelle, tout comme la position qu'elle a eue en Argentine sur la légalisation de l'avortement. La réaction, l'ordre moral et le patriarcat nous tuent tous les jours partout dans le monde, et nous n'oublions pas que l'Église catholique en est largement responsable.

Mim Effe

1 - <http://tetu.com/2018/01/26/rien-quaux-usa-700-000-personnes-lgbt-ont-endure-therapies-de-conversion/>
2 - http://www.liberation.fr/france/2017/01/21/en-france-l-interdiction-des-therapies-de-conversion-n-est-pas-pour-tout-de-suite_1542106

ITALIE Déferlement de haine anti-migrantEs

Le nouveau gouvernement italien n'a pas tardé à montrer son vrai visage réactionnaire. Malgré des différences et des désaccords entre elles, les deux composantes de ce gouvernement, la Lega et le Mouvement Cinq Étoiles, sont en parfait accord sur une féroce politique répressive contre les migrantEs.

Certes, le racisme de masse n'est pas né avec ce gouvernement, mais s'est développé depuis au moins deux décennies durant lesquelles les politiques d'austérité des différents gouvernements de centre-droite et de centre-gauche ont détruit progressivement toute solidarité de classe et ouvert la voie à la criminalisation des migrantEs pour en faire le bouc émissaire du malaise social du pays et le réceptacle des peurs et des tensions.

Sentiment d'impunité

Depuis la mise en place du nouveau gouvernement, les actes d'intimidation à l'encontre des migrantEs se sont multipliés, jusqu'à en arriver à des agressions physiques, avec des blessés et parfois même des morts. Il est évident que cela est dû au fait qu'aujourd'hui les racistes se sentent légitimés et pensent bénéficier de l'impunité, grâce à un gouvernement ami et complice. Toutefois, la polarisation produite par l'action du gouvernement et l'idéologie qu'il exprime ne fonctionne pas à sens unique. Si elle penche du côté du racisme, elle suscite heureusement aussi



DR

une réaction en sens contraire. Et le mouvement antiraciste commence à se réorganiser, malgré des contradictions, difficultés et incertitudes.

L'affaire du navire Diciotti

L'affaire du navire de la marine militaire Diciotti a été le détonateur de la reprise des mobilisations antiracistes. À la mi-août, il avait secouru 192 personnes au large de l'île de Lampedusa, y laissant 15 migrantEs qui avaient de graves problèmes de santé et faisant ensuite route vers le port de Catane, en Sicile, où il a accosté le 20 août. Mais les migrantEs qui se trouvaient à bord n'ont pas eu la permission de

descendre du navire. Malte les avait refusés et le gouvernement italien n'a pas voulu les laisser débarquer sans un accord de répartition des réfugiés au sein de l'Union européenne. Résultat : pendant plus de dix jours des hommes, femmes et enfants, déjà en état de faiblesse, ont été retenus en otages à bord du navire, victimes d'un indigne bras de fer sur leur dos, et leur peau. C'est alors qu'a commencé la mobilisation. Samedi 25 août, des centaines de militantEs de différentes organisations syndicales et politiques ont organisé une manifestation plurielle, pacifique et déterminée (qui sera

cependant chargée par la police) au port de Catane pour soutenir les migrantEs et demander leur libération immédiate. S'ajoutant à la situation devenue insoutenable pour le gouvernement, même d'un point de vue légal, la mobilisation a obtenu le débarquement des migrantEs.

Construire un mouvement unitaire et radical

De même, le 29 août, une importante manifestation s'est déroulée à Milan, tout aussi plurielle et déterminée, avec au moins 6 000 personnes, contre la politique raciste du gouvernement et pour l'accueil des migrantEs. Il est crucial de soutenir ces premiers signes de reprise des mobilisations antiracistes et de contribuer à construire un mouvement unitaire et radical. Dans le même temps, la tâche des anticapitalistes est de relier ces luttes à la reprise des mobilisations du monde du travail pour la reconquête des droits sociaux et empêcher toute tentative de la part du PD et des forces politiques du prétendu « centre-gauche » de se servir de ces mobilisations pour reconstruire une perspective perdante, qui est responsable non seulement de graves défaites pour le mouvement des travailleurEs, mais aussi de la montée des droites réactionnaires.

Antonello Zecca, traduction Thierry Flamand

DISCOURS D'ALPHA, « CHERCHEUR DE LA PAIX », À PORT LEUCATE

Alpha est mineur étranger et membre de Faratanin Fraternité, émission sur Radio Campus Clermont-Ferrand. Il a participé au forum sur le thème « Ouvrez les frontières ».

Je suis un mineur isolé de Clermont-Ferrand, comme mes potes qui sont là. Mais moi je ne préfère pas qu'on m'appelle mineur isolé ou migrant. J'aime qu'on nous appelle des Chercheurs de la Paix. Nous sommes venus ici pour chercher la paix.

Dans nos différents pays, on n'a pas la paix dans nos mains, on a la paix dans nos yeux. C'est pour ça que nous partons pour des destinations inconnues, nous entamons des déplacements hors de choix. Certains se réfugient en France, d'autres en Allemagne, en Suisse, en Suède.

Avant de traverser la Méditerranée on est des marchandises. La marchandise la plus importante en Libye, c'est nous les chercheurs de la paix. Il y a même des Libyens qui disent, lorsque nous sommes dans leur camion, qu'ils transportent des poussins. Une fois sur le territoire libyen, avant tout c'est le désert. Ils vous fouillent un à un. Ils récupèrent tout ce que vous avez : les bons habits, les téléphones, de l'argent, même un dinar, ils ne vous le laissent pas. Ce jour-là vous passez la nuit là-bas, la journée suivante aussi. Vous n'avez plus confiance en rien, vous commencez à perdre l'espoir. Après un ou deux jours, des personnes du même réseau viennent vous chercher. Là, certains sont vendus, d'autres sont mis en prison, souvent sans nourriture et c'est avec le fusil qu'ils vous parlent. Celui qui refuse d'obéir, on le tue, ou on le transforme en handicapé en le frappant avec des fouets ou des bâtons. Qu'est-ce qu'ils font avec ceux comme moi, tout maigres ou très jeunes ? Ils te demandent le contact de tes parents. Si tu le donnes, ils appellent, souvent en vidéo, et demandent de l'argent, si l'argent ne vient pas, on te tue. Et si tu n'as plus de parents, ils te frappent à mort et te changent de prison. Les femmes sont celles qui n'échappent à rien. Ils les

violents et nous obligent aussi à les violer.

À Zabrata, dans une prison fermée surnommée Campo Salle, j'ai fait six jours sans manger et l'eau que je buvais était salée. J'ai vu de mes propres yeux des plus jeunes que moi affamés, obligés de se prostituer pour un morceau de pain.

Et je vous jure qu'à l'instant où nous parlons, des innocents sont en train de vivre l'enfer en Libye, au Maroc, en Algérie ou à la frontière nigérienne.

Après ça on se retrouve à la porte de l'eldorado, comme on dit chez nous. On nous montre dans les télévisions, il faut partir en Europe, c'est là-bas que se trouve la paix. Et c'est vrai. Il y a la paix ici. Mais nous, on n'y a pas droit.

En Italie, une fois entré là-bas, ce sont les empreintes digitales obligatoires, que tu sois mineur ou majeur. Après tu ne peux pas rester, tu ne comprends pas la langue. Tu pars en France.

Une fois entré, tu vas à l'Aide sociale à l'enfance. Au lieu de te demander quels sont tes soucis, est-ce que tu as des traumatismes, ils te demandent tes papiers : ton extrait de naissance, ton jugement supplétif ou ton passeport. Qui traverse le désert avec ses papiers ? Personne n'a ses papiers. L'Aide sociale à l'enfance le sait très bien. Ils te demandent de faire un entretien et de raconter une histoire. Ils s'en foutent de l'histoire, tu racontes n'importe quelle histoire. Après qu'est-ce qu'ils disent ? Par exemple moi en sortant de l'entretien avec l'aide sociale à l'enfance, ils n'ont pas reconnu ma minorité parce que je suis grand. Alors si c'est vrai que c'est la taille qui compte, je suis le plus âgé de la salle, je mesure 1m 89.

À Clermont-Ferrand, nous sommes dans un squat, nous les mineurs qu'on nomme isolés. C'est vrai que nous sommes isolés, surtout maintenant. Parce que le propriétaire du squat là où nous sommes est parti au tribunal de

Clermont-Ferrand. Le juge des référés n'a pas statué, estimant le droit au logement aussi important que le droit à la propriété. Les propriétaires ont déposé une autre plainte, au tribunal de Riom. Le juge du tribunal de Riom a ordonné l'expulsion du squat avant le 4 septembre. L'espoir nous manque maintenant.

Au squat, nous passons toute la journée à dormir là où nous sommes parce qu'on n'a pas d'activité. On ne peut pas aller à l'école. Certains ont fait des mois et des mois. Moi j'ai fait 10 mois. Depuis le 1^{er} novembre je suis à Clermont-Ferrand, je ne suis toujours pas scolarisé, alors que mon but est de continuer des études. Et c'est le but des autres aussi. Nous voulons aller à l'école, comme les autres. On n'attend pas d'être reconnus mineurs seulement. On veut faire une formation aussi et construire notre avenir. Nous serons de futurs pères de famille, nous serons de futurs responsables aussi. Si nous ne sommes pas formés aujourd'hui, qu'est-ce qu'on va devenir ? On va commencer à faire de la délinquance. Si tu es chercheur de la paix en France, il ne faut pas que tu tombes malade. Parce que si tu es malade, tu risques de mourir. Ça a été montré avec un ami mineur isolé. Il poussait une porte. La vitre s'est cassée. Son doigt a été blessé. Rapidement les pompiers l'ont emmené à l'hôpital. Le docteur a dit qu'il fallait l'opérer tout de suite mais les infirmières ont appelé la directrice qui a exigé l'accord du juge à l'enfance ou du procureur. Ça a mis deux jours pour avoir l'accord. En deux jours, sa main s'est infectée. La blessure a eu lieu le 8 août et il n'est toujours pas remis.

Ceux qui, du côté des institutions, sont supposés nous accompagner ici, sont en train de nous mettre dans un trou à rats, comme ce qui s'est passé en Libye, alors que nous ne voulons que la paix. Nous sommes des chercheurs de la paix.



LE TUBE

Du 26 au 29 août, la rentrée du NPA s'est fort bien passée lors de son université d'été, qui a réuni 850 participantEs, soit bien plus que ces dernières années. Une poussée de participation qui, espérons-le, annonce une rentrée combative contre Macron et ses tristes sbires.

Il aura fallu littéralement pousser les murs cette année... Fin août, le village-vacances Rives-des-Corbières, où le NPA tient son université d'été depuis maintenant cinq ans, affichait complet. Et pour que personne ne dorme sur la plage, une centaine de participantEs (qu'ils et elles en soient ici remerciés) ont été logés à quelques minutes du lieu de l'université d'été. La rançon d'un succès... que l'on espère renouveler l'année prochaine.

Joyeux anniversaire(s) !

Durant cette édition, le cycle consacré aux « années 68 » aura permis, au cours de huit séances, en présence de nombreux invitéEs et intervenantEs, qu'on se livre à un balayage international enthousiasmant. Parmi les points forts, le Mai 68 français avec Ludvine Bantigny, Laurence de Cock,

Mathilde Larrère et un certain Alain Krivine, a réuni plus de cent personnes, mais les autres séances (avec entre autre Fabienne Laurent, Gilbert Pago, Alessandro Stella, François Coustal ou Philippe Cyroulnik) n'auront pas été en reste. Et sous les pavés, il y avait bien la plage...

Autre anniversaire, les 200 ans de la naissance d'un célèbre barbu (oui, la barbe est définitivement à la mode...) ont permis en quatre séances de revenir sur l'héritage d'un marxisme vivant. À l'opposé d'une muséification du génial penseur, les réunions où sont intervenus notamment Catherine Samary, Alain Bihr, Olivier Besancenot, Ludvine Bantigny, Michael Löwy et Jean Batou auront réuni entre 50 et 120 personnes. Enfin, les 100 ans de la Révolution allemande n'ont pas non plus été oubliés, réunissant entre 50 et 60 personnes à la librairie La Brèche.

Continuons le débat...

Avec nos nombreux invitéEs, l'échange aura été passionnant. À commencer par les deux interventions d'Edwy Plenel, qui ont réuni 150 personnes sur le droit à l'information, et 260 personnes autour d'une réflexion sur des pistes stratégiques pour notre camp social en compagnie d'Olivier Besancenot et de François Sabado.

Quelques semaines après la grande opération de récup macronienne autour de la victoire des « Bleus », les deux interventions

de Mickaël Correia dans notre université d'été auront permis d'aborder la dimension populaire du football, et les limites du sport-business. Un salutaire ballon d'air frais...

Port-Leucate a aussi été l'occasion de deux débats centraux avec des organisations politiques invitées. Autour de Philippe Poutou, devant 130 personnes, le premier débat a réuni des représentantEs d'un large spectre de la gauche politique autour de la question de la lutte contre les licenciements. Deux jours plus tard, le débat avec Lutte ouvrière (une grande première pour eux), autour de quelle politique pour les élections européennes, a fait le plein : près de 300 personnes ont pu voir les représentantEs des deux organisations échanger arguments et contre-arguments...

Sur cette même question européenne, le débat plus interne organisé par le comité exécutif du NPA a réuni 140 personnes le mercredi matin.

Internationalistes !

Plus que jamais, notre identité internationale a imprimé sa marque à l'université d'été. À commencer par une plénière de 240 personnes mardi après-midi : « De l'air, ouvrons les frontières ! » Celle-ci a permis aux interventions des camarades migrantEs de soulever la salle, à Isabelle Saint-Saëns (GISTI et Migreurop) de donner un éclairage sur les politiques criminelles de la France





DE L'ÉTÉ

et de l'Europe, et à Suzel Prior et Gibi Bonnet (La Roya citoyenne) de nous transmettre leur précieuse expérience de solidarité.

À la librairie, Fatima Ouassak est revenue sur le racisme d'État, avec une réflexion sur l'articulation entre les oppressions de classe, de genre et de « race ».

Dans le cycle international, nos invitéEs et intervenantEs ont permis de couvrir un large espace thématique et géographique. Du Moyen-Orient avec Marc Hakim de Souria Houria (Syrie liberté) à la Palestine avec Dominique Vidal; d'Éric Toussaint sur la dette et l'alternative européenne à Alex Merlo et Laia Facet d'Anticapitalistas (État espagnol); de Daniel Guerrier sur la lutte du peuple kanak à Mireia Boya, ancienne députée de la CUP...

Préparer notre rentrée

Avec le traditionnel meeting, qui a eu lieu cette année le lundi soir, les interventions de nos porte-parole Philippe Poutou et Christine Poupin, de militantEs de différents secteurs (cheminote, postier, étudiante) et deux représentantEs du CSP 20° et de la CSP 75, nous ont plongés de plain-pied dans la rentrée sociale et politique.

À travers différents ateliers, c'est aussi le mouvement du printemps dernier et les luttes – passées et à venir – qui se sont invitées dans notre programme. La mobilisation contre la sélection dans la jeunesse, les premiers bilans du mouvement cheminot du printemps,

l'offensive programmée contre les services publics, les projets macroniens sur la protection sociale, les grèves dans différents départements à La Poste... Une séance a aussi été consacrée à l'analyse de l'orientation des différents syndicats, avec une mise en perspective pour cette rentrée. Avec en point d'orgue de tout cela une séance sur les stratégies pour nos mobilisations, qui a réuni 90 personnes dans une salle pleine à craquer.

Et la culture dans tout ça ?

La présence de la blogueuse-auteurice de BD-féministe Emma nous a fait bien plaisir. Et elle n'a pas ménagé ses efforts pour animer notre université d'été : rencontre, apéro-dédicace à notre librairie, atelier... Une BD décidément à l'honneur cette année avec la participation d'Angel de la Calle, auteur et dessinateur espagnol, et SoSkuld, qui a présenté à la librairie son travail et son expérience professionnelle et artistique dans un atelier consacré à l'hôpital. Les soirées n'ont pas été en reste. En présence de 300 personnes, la projection du film *En guerre* a permis un échange vivant avec son réalisateur Stéphane Brizé, tout comme les projections des documentaires de Quentin Ravelli (*Bricks*) et d'Alexandra Dolls (*Derrière les fronts : résistances et résiliences en Palestine*) dans des salles plus modestes mais, elles aussi, archi pleines. Mardi en fin d'après-midi, l'avant-première de

Wine calling, en présence de son réalisateur, de son producteur, et de deux producteurs de vins du Roussillon, a été suivie d'une dégustation de vin fort appréciée par les participantEs...

Cela faisait longtemps que nous n'avions pas donné de place au théâtre à notre université d'été, et la représentation, mardi soir, de la pièce *Made in Palestine* par la troupe de théâtre belge Croquemitaine aura aussi été un des chouettes moments de cette année. Enfin, c'est presque devenu une tradition, le dernier soir a permis au groupe 3^e Class d'envoyer quelques sons électriques tout à fait salutaires, se permettant quelques clins d'œil (contre la police) et reprises (« On lâche rien ! », « Motivés »...) tout à fait complices.

Vous l'aurez compris, rendre compte de quatre jours de réunions, de soirées, de discussions en terrasse, à la piscine ou à la plage, est presque mission impossible. Et peut-être qu'en définitive, la meilleure des façons de se faire une idée précise, c'est d'y venir (ou d'y revenir) l'année prochaine. Enfin, nous ne pouvons terminer cet article sans saluer nos camarades de la commission Marion et Mathieu qui, après des années de bons et loyaux services (et de tâches logistiques souvent ingrates...), vont passer la main. Ils pourront enfin profiter de toute la richesse du programme de la prochaine université d'été.

Commission université d'été

« NOTRE COMPAGNIE DÉFEND UN THÉÂTRE POPULAIRE, L'HUMOUR ET LE RAPPORT DIRECT AU PUBLIC »

Entretien avec **Roxane Zadvat**, du Théâtre Croquemitaine (Belgique), suite à la présentation de la pièce *Made in Palestine* lors de l'université d'été.

Peux-tu nous présenter le Théâtre Croquemitaine ? Le projet, vos activités, etc.

Le Théâtre Croquemitaine a été fondé dans l'après mai 68, quand le mot « politique » ne rebutait pas. Les pratiques progressistes ont obtenu en Belgique une reconnaissance institutionnelle. La mission est d'accompagner des groupes de « personnes socialement ou culturellement défavorisées » dans un processus de création théâtrale en développant au maximum leur autonomie artistique et technique. En bref, le théâtre action s'occupe d'une production par le peuple, dans une petite case, à côté de LA culture avec un grand C.

En pratique nous avons beaucoup de liberté, chut... Notre compagnie défend un théâtre populaire, l'humour et le rapport direct au public. Nous répondons aux demandes de nos membres ou d'autres associations, et ces dernières années nos créations abordaient par exemple la justice climatique, le libre-échange, les dettes illégitimes. Nous intervenons sur le terrain des mobilisations et parfois dans des théâtres ou des écoles. Dernièrement nous avons participé à la production de vidéos avec le CADTM, pour le court-métrage *Au Festin des rapaces*.

La créativité dans la lutte répond à un besoin de s'impliquer activement et collectivement. Elle peut aussi toucher d'autres publics. En bonus, les créations aident à attirer l'attention de la presse.

Vous avez joué la pièce *Made in Palestine* à l'université d'été. D'où est venue l'idée de la pièce ? Qu'est-ce qui a guidé l'écriture et la mise en scène ?

Notre équipe a beaucoup apprécié l'université d'été, l'accueil, les ateliers, l'ambiance, merci !

Je suis partie pleine d'enthousiasme en Palestine en avril 2017, avec Jawla Palestina, une fanfare et une chorale, pour le festival Al Kamandjati. Un projet culturel : on n'y allait pas pour faire de la politique. Dans mes bagages un carnet et l'idée de préparer une suite à ce premier voyage, rencontrer des gens pour y retourner avec le théâtre. Nous avons tous été marqués par ce voyage, y compris les sans-opinion. Dans le groupe il n'y avait pas un consensus évident. Par exemple, la veille de la journée internationale des prisonniers palestiniens, le chef a consulté les 100 musiciens pour savoir si quelqu'un s'opposait à ce que le concert soit dédié aux prisonniers et à leurs

familles. La catastrophe est omniprésente, les ambulances sont arrêtées aux checkpoints, un enfant porte le prénom d'un frère décédé avant sa naissance...

Dans les conversations avec les palestiniens arrivait souvent la demande de porter leur parole par delà les frontières. C'est ce que nous essayons de faire, modestement, et sans pouvoir dire tout ce qui mériterait de l'être...

En quoi le théâtre est-il un bon moyen de parler de la situation en Palestine ? Que permet-il que d'autres supports ne peuvent pas apporter ?

L'occupation habite la vie quotidienne, le logement, la bouffe, les études, les déplacements, les mariages... Il n'y a pas d'affrontements « spectaculaires » dans l'histoire que nous racontons, mais la violence est omniprésente.

Le théâtre joue sur les émotions. Je ne vais pas prétendre que le spectacle soit l'équivalent d'un voyage en Palestine, mais il semble que ce soit une expérience qui s'en approche, en tout cas c'est ce qu'en disent plusieurs de mes compagnes de voyage ! Le cinéma peut faire cela aussi, par exemple *Derrière les fronts*, le film d'Alexandra Dols avec Samah Jabr. Il faut dire quand même que le spectacle ne fait pas. Dans la pièce on raconte une histoire,

il y a des limites, beaucoup de dimensions de l'occupation sont juste évoquées. Il faut prendre le temps de contextualiser, d'ouvrir un échange avec le public.

De nouveaux projets en perspective ?

La rentrée va être chaude en Belgique aussi. Les agendas sont bien remplis, entre autres : les syndicats annoncent des grèves, la plateforme ByeByeTina prépare des actions à Bruxelles, pour les dix ans du crash des subprimes. L'équipe du Croquemitaine est sur le feu du festival que nous organisons en octobre. *Made in Palestine* le 20 octobre ; *Balade-Spectacle* le 21, au Théâtre de Sentiers à Bailleul, village belge à mi-chemin entre Roubaix et Tournai, où les réfractaires de 1943 ont saboté le chemin de fer ; *Cœur de Cellule* le 27, une pièce qui questionne la propriété des moyens de production, avec une discussion sur le mouvement des entreprises récupérées en Argentine et sur la loi belge pour les coopératives ; *La Vie est une maladie mortelle* le 28, un spectacle sur la santé, service public particulièrement mis à mal par le gouvernement de droite au pouvoir en Belgique...

Propos recueillis par Julien Salingue

En savoir plus sur <http://www.theatrecroquemitaine.com>



AIR FRANCE

Une mobilisation prête à (re)décoller

Air France vient de rendre public le coût de la grève de février à mai: 330 millions d'euros, soit plus de trois fois le montant de la revendication, et rien n'est réglé après le départ du PDG Janailac fin mai, suite à sa défaite lors du référendum interne.

Cette perte vient effacer les gains, mais le résultat sera quand même à l'équilibre, montrant qu'Air France peut gagner de l'argent. Car les passagerEs sont au rendez-vous, les avions sont pleins, et les billets plus chers sur les destinations les plus rentables: plus de 5% sur l'Amérique du Nord. Le mouvement a connu une pause cet été, certains syndicats voulant attendre le nouveau PDG, en partie pour récupérer de la grève, en partie pour rester populaire auprès des passagerEs dans cette période de vacances, en partie aussi avec des illusions sur une nomination effectuée par le gouvernement Macron (Janailac avait été mis en place sous Hollande).

Cher PDG

Ils n'ont pas été déçus avec la nomination, le 15 août, de Benjamin Smith, produit typique du management anglo-saxon, numéro 2 d'Air Canada, dont les principaux faits d'armes sont, en 2012, une grève des salariéEs rendue illégale par un vote du gouvernement, et la création d'une low-cost Air Canada Rouge, avec les bas salaires associés.

Une nomination qui entraîne de nouvelles pertes pour Air France, et un approfondissement de la crise. Car le montant du salaire du nouveau PDG a révolté les salariéEs: on dit que ça va mal, mais le salaire du PDG est multiplié par 4, et en plus on garde Mme Couderc, ancienne de Presstalis qui était là pour l'intérim, et qui finalement reste avec un salaire de 130 000 euros annuels... la place est bonne! Dans le même temps, c'est toujours moins pour les salariéEs qui ont vécu un été difficile: vols annulés par manque d'effectifs, hiérarchie discréditée... et l'inflation qui redémarre. Macron montre une nouvelle fois son vrai visage, sa prétendue priorité au travail est la priorité au blocage, voire à la baisse des salaires. Et le gouvernement a été en première ligne pour soutenir la direction d'Air France dans son obstination.

Provocation? Impossibilité de trouver un PDG plus raisonnable? En tout cas il va être difficile de continuer à dire qu'il faut se serrer la ceinture quand c'est la fête dans les hautes sphères!

L'intersyndicale s'est donc réunie et lance un ultimatum à la direction: si les salaires ne rattrapent pas l'inflation 2012-2017, soit 5,1%, le conflit reprendra.

Joël Le Jeannic

SNCF Après la grève, la direction passe à l'attaque et réprime les grévistes

Les cheminotEs vont avoir une rentrée difficile. Après le mouvement de grève le plus long de l'histoire de la profession, ils vont devoir faire face à la répression, organisée par la direction, contre les grévistes. Nous avons rencontré Anasse Kazib, militant Sud-rail et aiguilleur au Bourget (93), pour aborder ces questions.

On a eu connaissance de nombreux cas de répression contre des cheminotEs grévistes; quelle est aujourd'hui la politique de la SNCF?

La boîte est en train de mener une offensive contre les grévistes, contre ceux qui ont été actifs, comme elle a toujours eu l'habitude de procéder après les grèves. On avait vu, en 2016, une accélération de la politique répressive de la SNCF, avec, après la loi travail, plus de 400 cas de répression de militantEs syndicaux. J'ai l'impression que contrairement à 2016, lorsque la boîte avait attaqué surtout des figures de la grève, à l'avant-garde du mouvement, elle cherche aujourd'hui à licencier des cheminotEs moins susceptibles de lever une forte solidarité derrière eux, pour en faire des exemples. C'est une répression qui concerne tous les cheminotEs qui se joignent au mouvement, sans forcément en être des figures. La boîte prend n'importe quel prétexte pour tenter de radier des cheminotEs ou les sanctionner. Nous avons commencé à recenser les cas de répression, et chaque dossier montre le niveau d'offensive de la boîte: à Nîmes, un délégué CGT est menacé de radiation pour avoir allumé une torche en gare pendant la grève! À Rennes, c'est cette fois un cheminot Sud-rail qui est menacé de radiation pour avoir simplement déclenché une mesure d'urgence parce que des policiers étaient sur les voies! À Lille Flandres, on reproche à un cheminot d'avoir envahi les bureaux de la direction... Autant dire que n'importe quel fait et geste peut être motif à licenciement aujourd'hui à la SNCF: voilà la politique de Guillaume Pepy.

LES CHEMINOTS ET LEURS AVANTAGES D'UN AUTRE TEMPS



La boîte réprime aussi de manière détournée, s'acharnant sur des absences ou des retards... Aujourd'hui on peut être licencié pour un retard. Il s'agit non seulement de réprimer la grève, mais aussi de préparer l'ouverture à la concurrence. En 2015, un dirigeant de la SNCF avait annoncé vouloir transformer l'entreprise en « l'Orange de demain »: une déclaration qui fait froid dans le dos quand on sait le nombre de suicides qui ont suivi la privatisation de France Télécom. Ils cherchent à nous faire accepter la future ouverture à la concurrence.

Les récentes lois du quinquennat Hollande et du début de

mandat de Macron facilitent-elles cette politique répressive?

Avec les ordonnances Macron et la loi El Khomri, c'est devenu de plus en plus facile pour les patrons pour réprimer: ils n'ont plus peur et n'ont plus la même crainte d'envoyer des délégués au licenciement, même avec les procédures. Avec la loi travail XXL, un tribunal peut juger un licenciement « abusif » sans que le salarié ne soit réintégré, avec des indemnités prud'homales qui seront une misère. Alors qu'avant c'était en fonction de son ancienneté, il y a une échelle qui fait que tous les jeunes cheminotEs peuvent être licenciés, avec la seule espérance de gagner 6 mois de salaire sans réintégration si le licenciement est jugé abusif. Aujourd'hui, cette vague de procédures disciplinaires est rendue possible par Macron, qui a donné l'assurance aux patrons que même pour un licenciement jugé « abusif », ils devraient payer des indemnités prud'homales plafonnées.

Comment l'intergares va-t-elle réagir face à ces procédures?

Avec l'intergares, pendant la mobilisation, on s'était déjà mobilisé à trois reprises sur des cas de répression, et cela va être une de nos tâches centrales en cette rentrée. Au printemps, on s'était mobilisés pour soutenir des collègues qui passaient en conseil de discipline. La première fois, à Saint-Lazare, c'était un travailleur handicapé; le second, un collègue mis au placard. Le principe de l'intergares, c'est d'être un collectif mobile pour empêcher les cheminotEs de se faire descendre par la boîte tout seuls. Il s'agit d'aller défendre tous les cheminotEs, qu'ils soient CGT ou Sud-rail, ou non syndiqués. Il y a eu en juillet un rassemblement à Saint-Pierre-des-Corps à Tours pour le camarade rennais menacé de radiation; nous avons tout fait pour rassembler le plus de cheminotEs, et nous étions 90 en pleines vacances à défendre nos collègues menacés par la répression.

Propos recueillis par Arthur Nicola

LA POSTE Plus de 160 jours de grève pour les postierEs du 92!

Moins nombreuses sans doute durant l'été, les actions des grévistes et du comité de soutien n'en ont pas pour autant été moins spectaculaires, avec notamment le 16 août l'envahissement du Palais de Tokyo à Paris, dans lequel La Poste avait installé un bureau de poste « éphémère » alors qu'elle en ferme des centaines sur tout le territoire!

Étendre, converger

La rage de vaincre des grévistes s'appuie sur les premiers acquis de la grève: Gaël Quirante, secrétaire de

Rien n'a entamé la détermination des 150 grévistes et de leurs familles, malgré les paies à 0 euro une nouvelle fois en juillet et août.

Sud Poste 92, peut continuer, malgré son licenciement autorisé par Pénicaud, à intervenir dans tous les sites postaux, et plusieurs collègues intérimaires ont été embauchés en CDI. Les grévistes sont de nouveau à l'offensive: une grève départementale aura lieu le 18 septembre, afin d'élargir le mouvement, et peut-être même au-delà du 92, à l'ensemble de la région parisienne. D'ici là les grévistes appelleront à renforcer les liens avec d'autres secteurs en lutte (l'hôpital psychiatrique

d'Amiens, Ford Blanquefort par exemple) ainsi qu'avec des salariéEs victimes de la répression patronale et gouvernementale (cheminotEs, hospitalierEs, gazierEs...), prendront des initiatives de regroupement des bagarres avec la conviction que c'est aussi par la convergence des luttes que les victoires s'arrachent. Une dernière chose reste fondamentale pour la victoire: la solidarité financière. Il faut continuer à verser à la caisse de grève. Et il y a aussi le très beau calendrier

2019 édité par les grévistes, dédié par de nombreuses personnalités (Ken Loach, Emma, Stéphane Brizé, Assa Traoré...) qu'on peut se procurer auprès des camarades et diffuser partout autour de nous.

Correspondant

Pour verser à la caisse de grève: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>
Chèques à l'ordre de Sud Poste 92: 51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention « solidarité grévistes » au dos. Même adresse pour commander des calendriers: 10 euros, 15 euros prix de soutien... ou plus!

AUSTÉRITÉ

Jupiter en guerre contre la Sécu et le social

Le gouvernement, affaibli, redouble d'énergie pour s'attaquer aux politiques sociales. Sa politique n'a pas uniquement pour but de réaliser des économies à tout prix sur le dos de la population, il veut réduire la Sécurité sociale et les prestations sociales à la portion congrue.

Début août, le Premier ministre Édouard Philippe et Agnès Buzyn, ministre « des Solidarités et de la Santé », ont envisagé de faire prendre en charge par les entreprises les indemnités journalières (IJ) de moins de huit jours versées par

la Sécurité sociale à partir du quatrième jour d'arrêt de travail¹.

Une mesure de privatisation

L'intention du gouvernement n'était évidemment pas d'augmenter ainsi la masse salariale, mais d'amorcer un nouveau

FORD BLANQUEFORT Garder l'espoir, malgré tout

La procédure PSE (« plan de sauvegarde de l'emploi ») continue jusqu'à fin novembre, puis il y aura trois semaines durant lesquelles la Direccte (ex-DDTE – Direction départementale du travail de l'emploi) devrait l'homologuer, ce qui devrait nous amener à fin décembre, pile au moment des congés d'hiver. Et, dès janvier, Ford devrait mettre en place les premières vagues de départs (pré-retraites et départs volontaires) jusqu'en septembre, moment où les non-volontaires devraient être licenciés.

Calendrier contre calendrier

Voilà le programme planifié par la multinationale. Et c'est ce qui nous attend si tout se passe comme prévu. Sauf que nous allons tout faire pour que cela ne se passe pas comme prévu. Pas plus qu'avant les vacances, il n'est question de pronostiquer quoi que ce soit. Même si tout semble en notre défaveur, nous n'avons strictement rien à perdre, et nous avons donc toutes les raisons de tenter de sauver ce que nous pourrions, c'est-à-dire faire en sorte que des centaines d'emplois soient préservés, qu'une partie de l'usine continue son activité.

Pendant que les réunions PSE se succèdent, l'équipe militante CGT construit son calendrier, celui de la lutte contre la résignation et pour

C'était la reprise du travail à la fin du mois d'août, après nos 4 semaines de congés. Enfin, quand on dit reprise du travail, c'est presque une façon de parler car l'activité se réduit encore un peu plus. Ford agit par paliers, comme pour nous habituer à la fin, étape par étape.



SUD PTT GIRONDE

changer la donne. En clair, il s'agit d'imposer une reprise de l'usine qui permettrait la continuité de notre histoire et, forcément, du combat. En ligne de mire, une nouvelle manifestation le 22 septembre contre la fermeture de l'usine et pour la défense des emplois privés comme publics dans la région, histoire de dire encore que nous sommes toutes et tous concernés par le sort d'une usine, qu'il y a nos emplois d'ouvriers mais qu'il y a aussi des milliers d'emplois induits, liés à l'activité de l'usine. Après le 24 mars et le

30 juin, nous tentons à nouveau d'amorcer une mobilisation générale avec la population, avec le mouvement social. Si ça prend, ça aidera forcément à ce que les collègues sortent du fatalisme, pour qu'on reprenne confiance en nous. Ce qui nous aiderait à exprimer la colère qui est bien présente mais enfouie, retenue, comme si on n'osait pas, comme si notre combat n'était pas légitime.

Provoquer le déclin

Le choix de Ford est inadmissible, injustifiable et même scandaleux.

Un scandale ordinaire certes, mais cela ne le rend pas plus acceptable. Une multinationale qui fait de gros profits, qui bénéficie de subventions publiques importantes, et qui les détourne de fait. Et des pouvoirs publics qui ne savent rien faire d'autre que multiplier les subventions sans contrôler, sans exiger des comptes aux capitalistes, et qui restent sans réaction quand la multinationale qui ne respecte aucun de ses engagements décide de partir. L'impuissance assumée par l'État est tout aussi scandaleuse et inadmissible.

On a vraiment toutes les raisons de se mettre en colère, de s'opposer à cette catastrophe annoncée. En plus on aurait les moyens de faire du bruit, de déstabiliser à la fois la multinationale et l'État. Toute la population est victime des reculs sociaux, et le ras-le-bol est tellement présent qu'une lutte d'ensemble serait possible. C'est pour cela que nous sommes en lien avec nos camarades syndicalistes des alentours, avec des militantEs associatifs et politiques, et que nous discutons ensemble d'une riposte unitaire.

Philippe Poutou

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Une bonne préparation de la rentrée

Le programme de « l'université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens » (organisée à Grenoble en juillet, entre autres par ATTAC et le CRID) avait de la gueule : plus de 300 ateliers sur 5 jours !

Dès le début, et ce malgré la présence d'Eric Piolle (maire de Grenoble) et de Christophe Ferrari (président de la métro grenobloise), une large place a été donnée aux mobilisations, avec notamment les prises de parole de représentantEs des luttes grenobloises lors de la plénière d'ouverture.

Un programme riche et varié

Plus de 2000 personnes ont participé aux débats, largement plus que ce qui était attendu, avec

malheureusement trop peu d'habitantEs des quartiers populaires ou de salariéEs du privé. Les niveaux de radicalité et d'engagement des participantEs étaient très variables. Sur certains thèmes, la présence de militantEs d'ONG, de collectifs altermondialistes ou d'invitéEs internationaux offrait un éclairage singulier. Les séances sur l'écoféminisme, la Palestine ou la Francafrique ont particulièrement plu. Les questions des migrantEs et du logement étaient aussi présentes. Un petit regret quant à l'absence

de certains sujets de géopolitique, ou de la thématique des violences policières.

Les démonstrations pratiques avaient aussi leur place : bouffe à prix libre, cantine solidaire et végane, démonstrations sur l'agroécologie. Les stands associatifs et syndicaux ont permis des débats plus informels sur les perspectives de la rentrée. Le samedi soir, la cumbia militante de Sidi Wacho a fait bouger les foules et le petit « after » chorale des copines de Solidaires a fini d'ambiancer la nuit !

Un bilan positif, des limites

La place des organisations politiques reste problématique puisque, si les militantEs politiques étaient largement présents, les organisations n'avaient pas de visibilité en tant que telles. Leur absence est révélatrice tant de la méfiance du monde associatif que de la faiblesse d'une perspective politique alternative au capitalisme.

La plénière de clôture a tracé des perspectives de mobilisation : contre la finance en septembre, face au gouvernement sur les retraites, en solidarité avec les migrantEs... Un bilan positif pour cette première édition, malgré des limites qui sont celles du mouvement social de l'Hexagone en termes de représentativité des exploités et des opprimés. Restent de belles rencontres militantes et une perspective de rentrée largement partagée : la nécessité de se mobiliser dans la rue !

CorrespondantEs

TRAVAIL DOMINICAL

Stop ou encore ?

Ça recommence... Une vingtaine de députés LREM, dans la perspective de la loi PACTE qui doit être examinée à partir du 12 septembre à l'Assemblée nationale, se sont fendus, dimanche 19 août, dans le journal d'un millionnaire, d'une tribune exhortant à « aller plus loin » sur le travail dominical.

Sous leur plume, tous les poncifs sur le sujet y passent : banalités économiques (les grandes enseignes ont déjà toutes leur équivalent sur internet qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7), contre-vérités (des créations d'emplois et une hausse du chiffre d'affaires là où l'intersyndicale CLIC-P a démontré le contraire en prenant appui sur les bilans de ces mêmes entreprises), prétendu engouement du personnel pour ces ouvertures (les majorations de salaire apparaissent comme une réponse immédiate à la smicardisation grandissante, et une dualité entre ceux qui travaillent régulièrement et occasionnellement le dimanche s'est développée), mais surtout des considérations sur la liberté qui trahissent l'idéologie des auteurs.

La liberté ou l'esclavage ?

Quelle liberté ? Celle d'acheter ? Encore faut-il en avoir les moyens – et pas uniquement le dimanche – alors que la hausse de la CSG, entérinée par ces mêmes parlementaires, le décrochage entre les salaires et l'inflation, et le projet de désindexation des retraites et de plusieurs minima sociaux sont là pour rappeler tout le contraire. Celle de se divertir ? Là aussi, encore faut-il en avoir le temps alors que la flexibilité en matière de rythme de travail est devenue la norme suite aux ordonnances, et refuser que la culture soit réduite au marchandage de nos désirs. Nous savons bien que, dans une société fondée sur l'argent, il ne peut y avoir de véritable liberté que pour une poignée de possédantEs : la liberté pour les salariéEs, tout comme pour les petites entreprises obligées de s'aligner sur l'ouverture des grandes, ce n'est plus celle de se reposer ou de fermer le dimanche, mais celle de pouvoir travailler ou ouvrir ce jour-là ! Cette novlangue libérale a un ton orwellien : « La liberté, c'est l'esclavage ».

Pour un front social et politique

En fait, ces élus veulent aller au terme de l'entreprise de généralisation du travail dominical et nocturne, accentuée par un certain Emmanuel Macron lorsqu'il était ministre de l'Économie. Il est vrai que le gouvernement leur fait la courte échelle : suite à l'annulation par la justice administrative de plusieurs zones touristiques internationales (ZTI), créées par la loi Macron de 2015, il vient de requalifier ou de redécouper les ZTI ainsi annulées pour que les commerces qui s'y trouvent puissent tout simplement continuer à ouvrir chaque dimanche !

En réponse, des conseillers parisiens de gauche ont dénoncé la banalisation du travail dominical, qui se traduira entre autres par la remise en cause des compensations accordées aux travailleurEs concernés. Fort des batailles passées, il est urgent de constituer un front commun regroupant syndicats, associations et forces politiques, et de ne pas séparer cette lutte de la mobilisation interprofessionnelle qui se dessine : mettre en échec le macronisme sur son geste inaugural serait un formidable encouragement pour touTEs.

LD

recul de la Sécurité sociale en incitant les entreprises à adhérer aux institutions de prévoyance. Une majorité de celles-ci font désormais partie des groupes de protection sociale, et les assurances privées siègent de plus en plus souvent en leur sein. Le fonctionnement de ces institutions de prévoyance est paritaire, et les employeurs cofinancent donc avec les salariéEs le versement d'indemnités complémentaires lors d'arrêts de travail en raison de maladies ou d'accidents du travail. Le paiement du délai de carence peut être inclus dans leurs garanties. Le remboursement des frais de santé est de plus en plus privatisé, la part du financement par la Sécurité sociale diminuant au profit des régimes complémentaires de santé au sein desquels les assurances privées rognent chaque année un peu plus de parts du

« marché de la santé ». L'objectif du gouvernement était d'étendre ce processus aux versements des indemnités journalières. Les employeurs se sont opposés à ce dispositif qui aurait augmenté leurs « charges », les cotisations ou le paiement des IJ. Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, est venue à leur secours en déclarant que « cela risque de mettre un coup d'arrêt net à la perception d'un gouvernement pro-business ».

Édouard Philippe renonce à ce « transfert brutal ». Cette mesure ne sera donc pas appliquée dans l'immédiat. Par contre les patrons bénéficieront encore en 2019 du Crédit d'impôt compétitivité (CICE), transformé en baisse directe de la part patronale des cotisations, équivalent à six points de la masse salariale. Selon l'Observatoire français

des conjonctures économiques (OFCE), le CICE et les allègements de cotisations sociales représenteront en 2019 près de 40 milliards d'euros. Il faut donc, une fois de plus, trouver de l'argent pour compenser ces royalties accordées aux patrons.

Des économies sur le dos des malades, des pauvres, des retraités...

Tous les moyens sont bons pour cela : le gouvernement poursuit sa campagne contre « les abus ». Après les chômeurEs, les malades et les médecins sont dans son collimateur. Agnès Buzyn a ainsi osé déclarer que « 15% des arrêts de travail sont inappropriés, sont des abus. Il y a quelqu'un qui paye pour tout le monde, c'est la Sécu. Le médecin prescripteur, ce n'est pas lui qui paye... »



DR

Alors que l'inflation est au plus haut (+ 2,3% en juillet sur un an), Édouard Philippe annonce un taux d'augmentation de 0,3% des APL, des allocations familiales et des retraites. Il « regarde s'il pourrait accorder un peu plus aux petites pensions et un peu moins pour ceux qui

ont des retraites élevées ». Il envisage aussi « la suppression des allocations familiales pour les familles aisées ». Cette modulation des prestations selon les revenus pourrait évoluer à maintes reprises vers la baisse et devenir ainsi une arme contre toute la Sécurité sociale en faveur des assurances et fonds de pensions...

Il est urgent pour le mouvement social d'engager une campagne pour faire connaître le plus largement possible toutes ces attaques et préparer ainsi une puissante riposte le 9 octobre, jour de grève nationale annoncé par la CGT, FO et Solidaires.

S. Bernard

1 – Dans le privé, les trois premiers jours, le délai de carence, ne sont pas indemnisés par la Sécu ou sont payés par les employeurs lorsque les conventions collectives le prévoient.

En images**Élections européennes****La discussion avec Lutte ouvrière sera longue**

Cette année, Lutte ouvrière a enfin accepté de débattre à notre université d'été. Le NPA a proposé des listes communes aux élections européennes de 2019 à LO, ainsi qu'aux militantEs que nous avons rencontrés dans les luttes ces derniers mois. La discussion s'annonce difficile...

Nous sommes intervenus sur diverses thématiques : les enjeux de cette élection par rapport à la lutte contre le gouvernement, les axes que nous voulons aborder, en particulier la défense des migrantEs, la nécessité d'une rupture internationaliste avec les institutions européennes et la construction d'un parti des exploités. Les camarades de LO ont répondu essentiellement sur le positionnement par rapport à l'Europe et sur la question des migrantEs.

Rompre avec le capitalisme mais pas avec l'UE?

Concernant l'Union européenne, les camarades nous ont accusés de nous positionner pour « trouver l'oreille de tous ceux qui nagent dans le courant protectionniste ». Pour eux, le problème est le capitalisme, au sein duquel s'expriment des contradictions que l'on peut identifier mais sur lesquelles on ne pourrait pas peser. Les camarades ont certes abandonné la formule selon laquelle l'UE ne serait qu'une « diversion » et sont d'accord pour dénoncer l'Europe capitaliste mais, de fait, ils en font une question très secondaire dans la campagne.

Ce faisant, nous estimons qu'ils ne comprennent pas les points clés : les puissances dominantes que sont la France et l'Allemagne utilisent l'UE comme une machine de guerre à l'intérieur comme



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

à l'extérieur de leurs frontières. Dès lors, notre devoir est de faire tomber cet outil de notre impérialisme pour construire une Europe des travailleurEs et des peuples, avant que l'extrême droite ne le fasse au profit de régimes ultra autoritaires.

MigrantEs: pas qu'une question de solidarité!

Nous avons été choqués par les propos des camarades de LO sur les migrantEs. Ils ont défendu la liberté de circulation et d'installation, dénoncé la politique du gouvernement, mais ont aussi sérieusement ripé en nous expliquant qu'on ne pouvait pas défendre ces positions devant des salariéEs en lutte pour leur

emploi : « *Qu'est-ce que vous dites à une caissière de supermarché qui va se faire licencier? Que dans le camp de migrantEs les gens vivent mal?* » Cette fois, ce sont bien les camarades de LO qui prêtent l'oreille aux préjugés racistes. On a encore entendu : « *Par rapport au problème des migrants, qu'est-ce que vous pouvez faire d'autre qu'exprimer votre solidarité tant qu'on n'aura pas foutu en l'air cette société. Je préfère passer mon temps à discuter avec tous les travailleurs [de la foudre en l'air]* » Cette fois, on est face à deux problèmes : le refus de mettre au premier plan des revendications immédiates ou transitoires pour les migrantEs... et un découpage incroyable entre les migrantEs et les travailleurEs...

alors que les migrantEs font partie intégrante de la classe ouvrière! Pour nous, cette question est capitale car c'est un élément clé de la crise européenne globale. Elle déstabilise les États nationaux. Nous pouvons aussi y voir la réalité de la politique de Macron et de certaines organisations de « gauche ».

Listes communes?

Nous sommes favorables à des listes communes de nos organisations, mais à condition que le contenu défendu par ces listes réponde aux enjeux de la période, contre Macron, l'UE et pour les migrantEs. D'autant que deux

problèmes supplémentaires se posent : devrions-nous réaliser une campagne propagandiste pour le communisme ou faut-il, comme nous le pensons, partir de préoccupations concrètes pour amener à une remise en cause du capitalisme? Et nous ne savons pas, à l'heure actuelle, si LO envisage la possibilité de listes communes ou si elle ne fait actuellement que polémiquer sans en faire une possibilité réelle. Les discussions s'annoncent donc difficiles, même si nous venons de relancer LO pour les poursuivre rapidement au mois de septembre.

Antoine Larrache et Joséphine Simplon

Souscription 2018

SOUSCRIPTION 2018 / SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

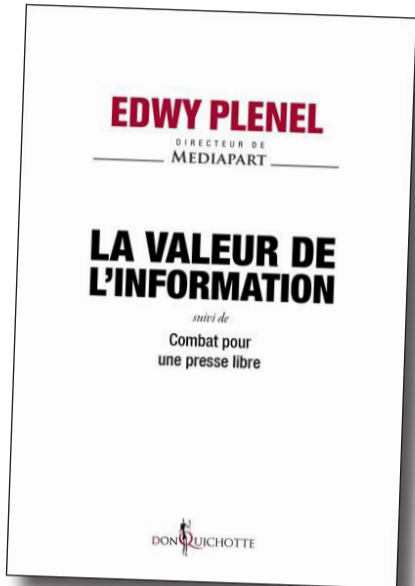
Essai

La valeur de l'information. Suivi de Combat pour une presse libre, d'Edwy Plenel

Don Quichotte éditions, 2018, 244 pages, 18 euros

Ce recueil de textes en forme de bilan de dix années de *Mediapart* est tout à fait passionnant, malgré quelques redites et un certain désordre dans le matériel. Il contient à la fois des textes inédits de Plenel, et un document collectif, *le Manifeste de Mediapart*, datant de 2009. Le fondateur de cette expérience unique explique les raisons qui l'ont conduit, avec ses collègues, à choisir un modèle inédit de journalisme : une information en ligne, sans publicité et sans subventions étatiques – le prix de l'indépendance. Tandis que la majorité des médias privés français sont aux mains des industriels du luxe et de la finance, *Mediapart* – aujourd'hui plus de 150 000 abonnés! – a choisi une autre voie : une information sérieuse qui refuse de se soumettre aux pouvoirs économiques et politiques.

Robin des Bois de l'information
Selon Edwy Plenel, cette expérience peut se réclamer de certains grands ancêtres. Parmi eux un journaliste allemand du 19^e siècle, qui écrivait pour la presse américaine, et pour lequel « la presse libre c'est l'œil toujours ouvert de l'esprit du peuple » : un certain Karl Marx. Ou encore Albert Camus qui, lors de la fondation de



Combat en 1944, insistait sur la nécessité de « garantir une indépendance réelle vis-à-vis du capital ». Ou, dans un autre registre, Jean Jaurès, qui affirmait, lors de la fondation de *l'Humanité* en 1904, que « la grande cause socialiste et prolétarienne n'a besoin ni du mensonge, ni du demi-mensonge. [...] Il n'y a que les classes décadentes qui ont peur de toute la vérité ». Hélas, regrette Plenel, dans les décennies suivantes ces deux

journaux n'ont pas tenu les promesses de leurs fondateurs... À force de jouer les Robin des Bois de l'information, *Mediapart* a fini par avoir à ses troussees quelques shérifs et nombre de mercenaires. Cela s'est traduit par de lourdes (et absurdes) pénalités fiscales (4,7 millions d'euros) et par une kyrielle d'insultes dont Plenel cite quelques perles : « *Mediapart est un site qui utilise des méthodes fascistes.* » (Xavier Bertrand, alors secrétaire général de l'UMP) ; « *C'est une officine financée par des riches amis de François Hollande.* » (François Fillon, alors Premier ministre) ; « *Le PS condamne les calomnies sans fondement à l'encontre de Jérôme Cahuzac.* » (communiqué officiel du PS) ; « *Mediapart rompt avec la déontologie journalistique.* » (Marine Le Pen) ; « *La transparence est une maladie entretenue par les vautours comme Mediapart.* » (Hubert Vedrine, ancien ministre socialiste)... Touchante (presque) unanimité entre extrême droite, droite et pseudo-gauche...

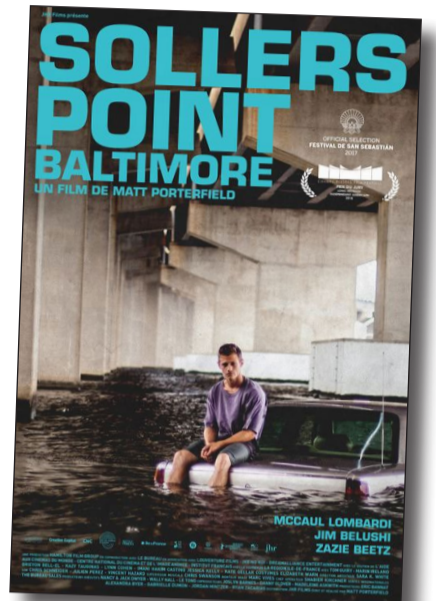
«Plenel et ses sbires»
Quand *Mediapart* a été lancée, en 2008, beaucoup s'interrogeaient sur la viabilité du projet : une information de qualité en ligne, non « gratuite » (c'est-à-dire non subventionnée par la publicité).

Alain Minc s'est ainsi illustré, une fois de plus, par sa singulière capacité de prévision : « *Le modèle choisi par Edwy Plenel est absurde. Rassurez-vous, le modèle économique choisi réglera assez vite le problème* »... Apparemment, dix années plus tard, le « problème » n'est toujours pas « réglé », et Minc et ses amis risquent de ne pas être très « rassurés ». Dans des annexes bien documentées, Plenel évoque quelques-unes des révélations apportées par *Mediapart*, suscitant encore une fois l'indignation des bien-pensants : l'affaire Bettencourt, véritable révélateur des impostures et mensonges des cliques oligarchiques ; l'affaire Cahuzac, autre épisode de mensonge « officiel » ; et l'affaire des affaires, le financement des campagnes de Sarkozy par son « ami » Kadhaï... En novembre 2017, l'engagement de *Mediapart* et d'Edwy Plenel contre l'islamophobie donnera lieu à une violente campagne de chasse aux sorcières, dont le sommet sera atteint par les sinistres déclarations liberticides d'un certain Manuel Valls, digne émule du sénateur américain Joe McCarthy, contre « *Plenel et ses sbires* » : « *Je veux qu'ils rendent gorge, je veux qu'ils soient écartés du débat public* ». Dans sa réponse aux calomnies et aux menaces, *De quoi Mediapart est-il le nom?* (novembre 2017), Edwy Plenel refuse la personnalisation et la paranoïa. Il faut comprendre, insiste-t-il, que dans cette affaire *Mediapart* n'est qu'un symptôme : celui d'une époque qui avance à tâtons entre impatiences démocratiques et tentations autoritaires.
Michael Löwy

Cinéma

Sollers Point - Baltimore

Film américain de Matthew Porterfield



On se dit d'abord que cette histoire a été tournée au moins cinquante fois : un jeune sort de prison, retourne habiter chez son père qui ne le comprend pas et, après une période sous bracelet électronique, se retrouve en liberté et exposé à tous les risques. Sauf que ça se passe à Baltimore, ville dont le centre s'est vidé depuis les années 1970 et qui est peuplée à plus de 60 % d'Afro-américainEs. En 2015, la ville a été le théâtre de manifestations réclamant justice pour Freddie Gray, tué lors d'une interpellation policière. Une série à succès, *The Wire*, a décrit les ghettos de la ville. Mais ce n'est pas le sujet du film : *Porterfield* s'intéresse ici plutôt à ceux qui sont parfois désignés aux USA comme les « white trash » (littéralement déchets blancs), pauvres et marginaux.

«White trash»
Keith est blanc. Il suit sans conviction une formation pour installer des appareils d'air conditionné. Il essaie de renouer avec ses ex-petites amies et ses copains, souvent noirs, mais c'est difficile et il se retrouve vite dans une embrouille avec un autre blanc particulièrement excité et violent. Il est aussi poursuivi par d'ex-compagnons de prison liés à une organisation suprémaciste blanche : ils l'ont aidé et veulent qu'il les rejoigne, mais lui aimerait qu'on le laisse tranquille. Sur les épaules d'une des frappes suprémacistes, ce tatouage qui donne tout de suite l'ambiance : 14 88. Le 88, bien connu, renvoie à « Heil Hitler » (le H est la huitième lettre de l'alphabet), et le 14 fait référence à un slogan de 14 mots forgé par un raciste terroriste américain. Peu à peu, tout va se déglisser pour Keith, alors qu'il souffre de décevoir ceux qui continuent de l'aimer et de l'aider... Sans vouloir tomber dans un marxisme quelque peu primaire, une des clés de ce destin est sans doute fournie par une partie de cartes avec son père et des amis de celui-ci : un d'entre eux rappelle l'heureux temps où travailler à la Bethlehem Steel était une telle garantie que l'on obtenait immédiatement un crédit pour acheter une voiture. C'est le quatrième long métrage de Matthew Porterfield qui, à l'écart des grands studios, filme sa ville et ses maux. Le côté documentaire du film peut parfois lasser : certaines des péripiéties sont prévisibles. Mais, au total, il mérite d'être vu.
Henri Wilno

Cinéma

BlackKlansman : j'ai infiltré le Ku Klux Klan

Film américain de Spike Lee

À la fin des années 1970, un jeune noir, Ron Stallworth, est embauché par la police de Colorado Springs. Inutile de préciser qu'il n'est pas bien accueilli par ses collègues largement racistes. Son rêve est de devenir agent infiltré (en civil) ; l'occasion se présente quand Stokely Carmichael, le dirigeant des Black Panthers, vient tenir une réunion en ville : un blanc ne ferait pas l'affaire pour l'espionner. Ron passe donc dans le service d'infiltration.

Sur la base d'une histoire vraie
En 1979, dans la presse locale, il tombe sur une petite annonce du Ku Klux Klan qui veut recruter. Il décroche son téléphone et se fait passer pour un raciste particulièrement excité. Son interlocuteur reprend contact pour un rendez-vous. Puisque, de toute évidence, Ron ne peut s'y rendre, son collègue (blanc et juif) Flip ira à sa place. Et c'est parti ! Ron/Flip entre au KKK et aura même une rencontre avec le grand chef du KKK, David Duke. Duke joue la respectabilité

(il veut devenir sénateur) mais s'appuie sur des troupes largement composées de racistes anti-noirs et antisémites qui stockent des armes et rêvent de les utiliser avec, en arrière-plan, quelques personnes plus « respectables », dont des militaires en activité. À la base du scénario, une histoire totalement folle. Même s'il existe des discussions à ce sujet et si Spike Lee a pris des

libertés avec les événements réels, un Ron Stallworth a existé et effectivement pénétré le KKK, récolté des informations, assisté aux réunions (par l'intermédiaire de son alter ego blanc) et a été pressenti pour la présidence de la section locale. Mais conformément à la demande du chef de la police de Colorado Springs, il a arrêté ses investigations. Ron a attendu 2006 pour révéler l'affaire, notamment le fait que

plusieurs adhérents du Klan étaient des militaires, y compris deux membres du NORAD, service qui contrôlait le déclenchement des armes nucléaires. On rit beaucoup dans un film servi par d'excellents acteurs. Peut-être un peu trop, mais c'est au total très efficace. D'autant que des bandes d'actualité (et un bout du film de 1915, *Naissance d'une nation*) montrent que le racisme est non seulement une constante de l'histoire des États-Unis, mais que le danger s'est renforcé avec l'élection de Trump – pour lequel David Duke, toujours en service, a appelé à voter.
HW

Cinéma

Les vieux fourneaux

Film français de Christophe Duthuron

Trois amis d'enfance se retrouvent dans leur village du sud-ouest pour les obsèques de Lucette, la compagne de l'un d'entre eux, Antoine. Une jeune femme (Sophie), petite-fille et portrait vivant de la défunte, accompagne son grand-père. La découverte d'une lettre pousse ce dernier à partir brusquement en Toscane commettre un crime contre son ancien patron. Les deux autres papys et la petite-fille se lancent à sa poursuite.

Une adaptation ratée
Le film *Les vieux fourneaux* est issu d'une BD à succès (des millions d'exemplaires écoulés) sur fond de contestation du système capitaliste par trois compères aux cheveux blancs, accompagnés de la non moins contestataire Sophie, enceinte jusqu'aux yeux. Cette adaptation constitue une franche déception. L'esprit subversif de la BD est complètement dilué dans une comédie familiale campagnarde, rigolote sans plus.

Sachant que le propre créateur de la BD (Wifrid Lupano) a scénarisé le film, il est navrant de sortir de la projection avec l'impression que le patron de l'usine Garan-Servier du village, qui sucre les fraises en Italie, a été plus cohérent, valable et sympa que nos trois papys contestataires : Antoine, le cégétiste interprété par Roland Giraud, Pierrot, l'anarchiste énérvé (Pierre Richard) et Mimile, rugbyman et globe-trotter contre son gré (Eddy Mitchell). Pourtant, bien des scènes sont décalquées du premier tome de la BD. Comment résister à la colère de Sophie face à de vieilles bigotes de retour du Vatican qui s'extasient sur son gros ventre : « *Votre génération est à l'origine de tous les fléaux du monde moderne ! La mondialisation, l'ultralibéralisme, la pollution, la surexploitation, l'agriculture extensive, l'épuisement des ressources, les paradis fiscaux... Tout ! Et en plus, vous vivez vieux !* » Mais l'étroitesse du budget, un découpage scénaristique qui hésite entre BD et cinéma,



une réalisation balbutiante, entre drame et comédie familiale, expliquent sans doute le manque de rythme du film et les gags qui tombent à plat. Enfin Roland Giraud n'est pas du tout crédible dans le personnage d'Antoine le syndicaliste, et cela plombe le film de bout en bout. Heureusement, il reste l'épatante Alice Pol pour interpréter Sophie, avec ses marionnettes et quelques réparties cinglantes qui caressent les anticapitalistes dans le bon sens du poil.
Sylvain Chardon



Peux-tu te présenter pour les dernierEs au fond de la salle qui ne connaîtraient pas encore ton travail ? Je m'appelle Emma, je suis dessinatrice. Quand on me demande ce que je fais, je dis que je mets en ligne des BD pour démocratiser des concepts politiques. Ce sont des formats dessinés, courts, pour gens pas politisés. Ce que j'essaie de faire c'est expliquer l'intérêt de comprendre ces concepts au quotidien pour avoir un cadre d'action militante dans leur vie (ne plus se laisser faire).

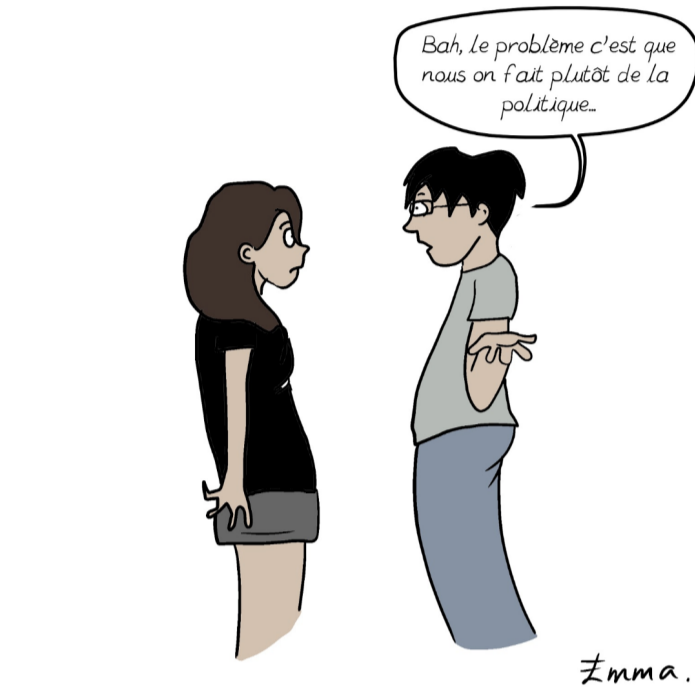
Est-ce que tu peux revenir un peu sur ton parcours, comment tu en es venue à la BD et/ou à la politique ? Pendant 30 ans j'ai suivi le modèle dominant. Mes parents votaient PS (donc pas vraiment de gauche). J'avais bien l'idée d'une certaine charité et d'une nécessité de faire attention aux plus faibles. Mais je n'avais pas de conception et de compréhension d'une pauvreté organisée par le système. Pour moi la politique c'était des mecs en costards qui devaient décider pour nous à l'Assemblée parce qu'ils étaient tous bien plus qualifiés et intelligents que nous sur ces questions. Pour moi ça marchait bien. Je me disais au fond probablement que, si ça ne marchait pas pour les autres, c'est qu'ils n'avaient pas essayé assez dur (bosser assez à l'école, être volontaires, ambitieux...). Quand j'ai compris que ça ne marchait pas comme ça, j'ai compris tout le reste assez rapidement. Et quand j'ai compris que j'étais discriminée à cause de mon genre je me suis tournée vers différents supports féministes.

Lesquels ? Tu en aurais quelques-uns à conseiller ? Des blogs : «Crêpe Georgette» par exemple, que je trouve excellent pour comprendre les concepts politiques et être en capacité de les réexpliquer par la suite. Mais aussi «Olympe et le plafond de verre» ou «Ça fait genre». Après je suis également allée sur des groupes Facebook militants. Ça m'a permis d'écouter des féministes qui n'étaient pas comme moi. Précaires, LGBT, qui portent le voile, des travailleuses du sexe... Des femmes plus opprimées que moi!

Comment s'est passée ta première expérience «militante» ? Problème : je suis tombée dans un purisme militant. J'y ai développé une attitude dominante contre les nouvelles militantes. C'est pour ça que je suis partie de ces milieux... Pour moi la clé c'est de comprendre «les gens qui ne pensent pas comme nous», et pourquoi ils ne pensent pas comme nous. J'essaie au maximum de réfléchir à comment adapter les choses et les débats aux différentes personnes que l'on rencontre. Je suis allée voir des collectifs, et plus particulièrement «Stop harcèlement de rue». J'y ai enfin rencontré des féministes. Mais j'y ai aussi rencontré pas mal de gens pas fiables, et des problèmes de démocratie interne. Je n'y ai jamais pris la parole. C'est à ce moment que j'ai compris la difficulté posée par les collectifs en mixité et la présence des hommes lors de ces réunions. Ils y prenaient une place démesurée par rapport à leur nombre ou leur implication. Cette expérience ne m'a pas vraiment convaincue, et c'est à ce moment que j'ai cessé de m'impliquer dans les collectifs. Avant cela, j'avais également tenté d'investir les milieux et les partis «de gauche», particulièrement sur la question des festivals de musique (harcèlement et violences sexistes et sexuelles pendant les festivals et autres événements de ce genre). Avec des résultats très décevants. On m'a expliqué, notamment au PCF, qu'ici on faisait de la politique, et que mes

«L'idée est de vulgariser des propos politiques»

Entretien. La dessinatrice Emma nous a fait le plaisir de participer à notre université d'été, et nous l'en remercions. Nous en avons profité pour nous entretenir avec elle.



Emma.

petites affaires de femmes n'étaient pas vraiment la priorité... Mais (car il y a un mais) ça n'est pas la seule réponse que j'ai reçue. J'ai fini par tomber par hasard sur des camarades du NPA avec qui on a commencé à discuter, et qui étaient vraiment féministes. Et quand je leur ai parlé de mon travail, et des difficultés que j'avais rencontrées, ils m'ont fait sentir que ce que je disais était important et que j'avais quelque chose à leur apprendre sur ma condition de femme et de travailleuse.

Mais alors d'où t'es venu le déclic de la BD ? J'ai décidé de continuer à militer... mais seule, et sur internet. Pendant un temps j'avais un blog avec des fiches de vulgarisation des concepts féministes, mais ça ne marchait pas et ça n'intéressait pas grand monde. Parfois j'imprimais ces fiches et j'allais les diffuser à la sortie du métro... sans succès. Mais un jour j'ai décidé de m'y prendre autrement, en dessinant une scène qui m'était arrivée sur le tract que je suis allé distribuer. Et là j'ai tout de suite vu la différence : les gens s'arrêtaient pour lire et étaient interpellés par le dessin ! Et c'était à la fois le support dessiné, mais aussi le fait de raconter une anecdote qui m'était arrivée... De cette manière les gens se sentaient plus concernés par l'histoire que par des arguments froids et extérieurs. J'ai donc décidé de me lancer dans le dessin d'histoires et de témoignages

de discriminations. L'idée était de vulgariser des propos politiques.

Sur quoi as-tu commencé à dessiner ? Eh bien étonnamment mes premiers dessins ont été sur la loi travail ou sur l'histoire de Mohamed à Saint-Denis (qui s'est fait tirer dessus par la police lors de l'intervention de la police suite aux attentats du Bataclan). Finalement les questions féministes sont arrivées après. Je pense que la première question, et celle qui m'a toujours profondément énervée, c'était celle sur le «regard masculin» et cette facilité que les hommes et la société ont à donner leur avis (non sollicité) sur ton corps. J'y ai aussi parlé de notre droit à nous mettre en colère...

Et est-ce que tu avais prévu que ta BD sur «la charge mentale» ait un aussi gros succès ? Pas du tout ! Je dessine «la charge mentale» et la poste en mai 2017. À la base l'idée était de discuter des tâches ménagères et de la répartition des responsabilités dans le couple (surtout après l'arrivée d'un enfant) et je ne pensais absolument pas que ça parlerait autant aux gens. Tout le monde autour de moi a commencé à la partager ! Quelques soirs plus tard j'avais une petite soirée dans un bar organisée par mon éditeur pour la publication du premier tome de ma BD et, lorsque je suis arrivée, le bar était complètement rempli... Pour moi ! Ce soir-là j'ai signé des

BD pendant 4 heures d'affilée. J'en ai même eu une sacrée crampe à la main !

Stop aux cadences infernales! (rires) Oui... Mais ce succès a été un peu à double tranchant aussi parce que c'est quelque part la BD qui était la plus «dépolitisable» et la plus facilement récupérable. Je l'ai parfois vue reprise dans des cadres où la question de se battre contre un système patriarcal et la question de classe sont complètement mises de côté. Donc ça ne veut pas toujours dire que nos idées avancent... C'est par exemple moins le cas de toutes mes BD de soutien aux grèves, qui sont très reprises dans les milieux militants. C'est aussi ma manière de militer et de les soutenir, en leur donnant de la visibilité. C'est très important pour moi, et compliqué aussi parce que je suis très sollicitée et que je ne peux pas toujours dire oui à tout le monde !

Quels sont tes projets et sujets pour la suite ? Les prochains sujets que tu voudrais traiter ? J'aimerais bien faire quelque chose sur le capitalisme vert. Ou revenir sur ce dont je te parlais : expliquer à une partie des milieux de gauche (mais aussi aux personnes non politisées) que le féminisme C'EST de la politique et pas «des trucs de bonnes femmes». Par ailleurs, de nombreux mecs m'ont demandé sur mon blog à ce que je parle de «leur» charge mentale (ramener l'argent à la maison pour subvenir aux besoins du foyer) alors j'ai décidé de le faire... (rires) Mais du coup en expliquant que les femmes avaient elles aussi cette charge, car en réalité elles travaillent aussi... Même si cette charge est invisibilisée pour les femmes, elles l'ont en plus de la charge mentale et émotionnelle dont j'ai déjà parlé. Et j'explique aussi le principe de la double journée, etc. Donc je reste quand même du côté des femmes ! À la rentrée il y a la sortie du tome 3 de ma BD, sur la «charge émotionnelle», le travail gratuit des femmes... Que je viendrai avec plaisir présenter et signer à la Brèche ! Par ailleurs les tomes 1 et 2 vont sortir en traduction anglaise, c'est une super nouvelle (très rare pour les BD françaises). Le fait que mes BD soient traduites dans de nombreuses langues, et qu'elles traversent les frontières, ça veut dire que les gens sont touchés. Ça me motive d'autant plus à continuer ! **Propos recueillis par Manon Boltansky**

Vu ailleurs

UN POGNON DE DINGUES POUR LES PATRONS. Visiblement, les coups de rabot ne valent pas pour tout le monde. Ce dimanche 26 août dans le JDD, Édouard Philippe a annoncé un budget 2019 taillé à la serpe pour les Français : revalorisation riquiqui pour l'aide personnalisée au logement (APL), les allocations familiales et les pensions de retraite, suppression de postes de fonctionnaires, poursuite de la réduction des contrats aidés... Bref, la rigueur est à l'ordre du jour, et ce afin de rester sous les fameux 3% du PIB de déficit public imposés par l'Union européenne. Mais une autre mesure, destinée aux entreprises celle-ci, semble avoir échappé à ces résolutions d'austérité : la bascule du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), transformé le 1^{er} janvier prochain en allègements de charges, va coûter entre 20 et 25 milliards d'euros supplémentaires aux comptes publics. [...] En 2019, les entreprises vont se faire rembourser par la puissance publique les créances portant sur les salaires de 2018, puisque le CICE est toujours versé de manière différée (jusqu'à quatre ans de décalage) ; les allègements de cotisations patronales, eux, sont presque automatiques (les charges sociales sont versées par les entreprises 3 mois après le versement des salaires). «La bascule aurait donc pour effet de cumuler en 2019 dans le solde budgétaire la créance de CICE portant sur les salaires versés en 2018 et les allègements de cotisations patronales au titre des salaires versés en 2019, soit un déficit additionnel temporaire de l'ordre de 1 point de PIB», calcule dans un rapport l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), classé à gauche. Additionnés, le CICE et les baisses de charges représentent près de 40 milliards d'euros... Emmanuel Macron affiche sa volonté de serrer la vis budgétaire et n'hésite pas pour se faire à tailler dans les dépenses sociales. Mais, comme François Hollande avant lui, il engloutit des dizaines de milliards d'euros publics (près de 20 milliards par an) dans le CICE, sans que son efficacité ait pu être démontrée. [...] «Nos choix ont le mérite de la clarté et du courage», a ainsi plastronné Bruno Le Maire, défenseur convaincu d'une politique économique très libérale et favorable aux entreprises. Motif de satisfaction supplémentaire pour les patrons : l'impôt sur les sociétés va passer à 25% d'ici 2022, contre 33,3% au début du quinquennat. Soit, à un rythme de croisière, 8 milliards d'euros supplémentaires transitant chaque année de l'État vers les entreprises.

Hadrien Mathoux, «Budget 2019 : pendant que les aides sociales baissent, le coût du CICE explose», *Marianne.fr*, 28 août 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire : _____

www.npa2009.org

L'image de la semaine

